

CHOISIR SON MASTER À LA FACULTÉ DE DROIT DE GRENOBLE

FORMATIONS EN PRÉSENTIEL, À GRENOBLE



SOMMAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA CARTE DE FORMATION	p. 4
LES MODALITÉS DE FORMATION	p. 4
LES CONDITIONS D'ACCÈS EN MASTER	p. 5
LES ÉTUDES À L'INTERNATIONAL	p. 6
LES DISPOSITIFS DE FORMATION INNOVANTS	p. 7
LA DOUBLE DIPLOMATION AVEC GEM	p. 7
LES PRÉPARATIONS AUX CONCOURS & EXAMENS	p. 7
LA POURSUITE D'ÉTUDES EN DOCTORAT	p. 7

PRÉSENTATION DES FORMATIONS

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

MASTER DROIT ET CONDUITE DE L' ACTION PUBLIQUE	p. 10
MASTER GOUVERNANCE TERRITORIALE	p. 12

MENTION DROIT PUBLIC DES AFFAIRES

MASTER DROIT PUBLIC DES AFFAIRES	p. 14
MASTER DROIT PUBLIC DES AFFAIRES / MANAGEMENT PUBLIC	p. 16

MENTION DROIT EUROPÉEN

MASTER DROIT EUROPÉEN DES TRANSITIONS	p. 18
---	-------

MENTION DROIT INTERNATIONAL

MASTER CARRIÈRES JURIDIQUES ET NUMÉRIQUES INTERNATIONALES	p. 20
MASTER SÉCURITÉ INTERNATIONALE, CYBERSÉCURITÉ ET DÉFENSE	p. 22

MENTION DROIT DES LIBERTÉS

MASTER DROITS ET HISTOIRE DES DROITS DE L'HOMME	p. 24
---	-------

MENTION DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES

MASTER DROIT PÉNAL ET SCIENCES CRIMINELLES	p. 26
--	-------

MENTION DROIT PRIVÉ

MASTER DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE	p. 28
MASTER DROIT DES CONTRATS ET DU PATRIMOINE	p. 30

MENTION JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES

MASTER JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES	p. 32
--	-------

MENTION DROIT NOTARIAL

MASTER DROIT NOTARIAL	p. 34
-----------------------------	-------

MENTION DROIT DES AFFAIRES

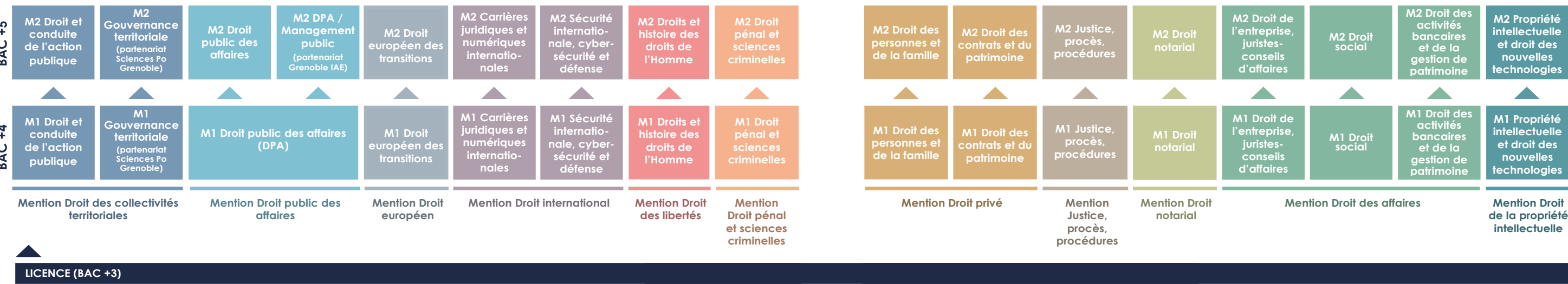
MASTER DROIT DE L'ENTREPRISE, JURISTES-CONSEILS D'AFFAIRES	p. 36
MASTER DROIT SOCIAL	p. 38
MASTER DROIT DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET DE LA GESTION DE PATRIMOINE	p. 40

MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

MASTER DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DES NOUVELLES TECHNOLOGIES	p. 42
---	-------

INFORMATIONS GÉNÉRALES

LA CARTE DE FORMATION



LES MODALITÉS DE FORMATION

► NOS FORMATIONS EN PRÉSENTIEL

Formation initiale

Toutes nos formations de niveau master sont proposées en formation initiale. Tous les programmes de formation sont présentés dans cette plaquette.

Formation continue

L'ensemble de nos masters peuvent également être suivis en formation continue, **sans aménagements spécifiques**. Les programmes de formation présentés dans cette plaquette sont donc applicables à cette modalité. Toutefois, la formation continue est réservée aux salariés et demandeurs d'emploi déjà engagés dans la vie active et qui souhaitent poursuivre leurs études. Plus d'informations sont disponibles sur notre site internet et auprès du pôle professionnalisation de la Faculté de droit de Grenoble (droit-professionnalisation@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 37).

Formation en alternance

Les quatre parcours de **master 2** suivants sont proposés en alternance : **Droit de l'entreprise, juristes-conseils d'affaires ; Droit social ; Droit des activités bancaires et de la gestion de patrimoine ; Droit et conduite de l'action publique**. Ces formations vous sont présentées dans cette plaquette.

► NOS FORMATIONS À DISTANCE

La **mention Droit** (non présentée dans cette plaquette) regroupant les masters **Droit international et européen / Sécurité internationale, cybersécurité et défense ; Droit privé et des affaires ; Carrières publiques** est proposée exclusivement en enseignement à distance (EAD). Cette modalité de formation est réservée aux personnes appartenant notamment à l'une des catégories suivantes : personnes engagées dans la vie active (domaines privé et public) ; personnes chargées de famille ; étudiants engagés dans plusieurs cursus ; personnes résidant hors région grenobloise ou résidant à l'étranger ; personnes empêchées pour des raisons de santé ; sportifs et artistes de haut niveau.

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter notre plaquette de formation dédiée à l'enseignement à distance (disponible en téléchargement sur notre site internet) ou contacter le pôle EAD de la Faculté de droit de Grenoble (droit-ead@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 35 ou 36).

LES CONDITIONS D'ACCÈS EN MASTER

L'accès en master est réservé aux **titulaires d'une licence française en droit** (ou diplôme équivalent).

Les **candidatures** en 1^{ère} année de master sont à déposer sur le site **monmaster.gouv.fr**.

Des entretiens de sélection peuvent être organisés le cas échéant.

L'admission dans un parcours de master en deux ans est prononcée, après examen des candidatures, par une **commission**.

Les résultats (accepté, liste d'attente ou refusé) sont ensuite communiqués aux étudiants.

Le passage en 2^{ème} année est de droit pour l'étudiant ayant obtenu la moyenne à la fin de la 1^{ère} année et souhaitant rester dans le même parcours de master.

Toute demande de changement de parcours au sein d'une même mention de master devra être validée par les responsables de parcours.

L'étudiant souhaitant changer de mention de master entre la 1^{ère} et la 2^{ème} année ou ayant réalisé sa 1^{ère} année dans une autre Faculté que celle de Grenoble devra candidater auprès d'une commission.

LES ÉTUDES À L'INTERNATIONAL

► PARTIR DANS LE CADRE D'UN ÉCHANGE

Les étudiants de la Faculté de droit de Grenoble peuvent accéder, en plus des destinations proposées par l'Université Grenoble Alpes, aux **partenariats d'échanges** établis entre la Faculté et une **cinquantaine d'universités** dans une vingtaine de pays européens et non-européens.

Partir en master 1

Au sein de la Faculté de droit, les étudiants partent prioritairement en échange au titre de leur **1^{ère} année de master**.
Le dépôt de candidature et la sélection des étudiants se déroulent l'année précédant le départ en échange (3^{ème} année de licence pour un départ en master 1).

Partir en master 2

- La mobilité d'études à l'étranger est possible au titre de la **2^{ème} année de master**, au cours du 2nd semestre, selon le parcours choisi :
- › Partenariat avec l'**Université Libre de Bruxelles** (Belgique), pour les étudiants des masters **Carrières juridiques et numériques internationales** et **Sécurité internationale, cybersécurité et défense**
 - › Partenariat avec l'**Université de Kobe** (Japon), pour les étudiants des masters **Carrières juridiques et numériques internationales** et **Sécurité internationale, cybersécurité et défense**
 - › Partenariat avec l'**Université de Padoue** (Italie), pour les étudiants du master **Carrières juridiques et numériques internationales**
 - › Partenariat avec l'**Université de Genève** (Suisse), pour les étudiants du master **Droit européen des transitions**
 - › Partenariat avec l'**Université d'Anvers** (Belgique), pour les étudiants du master **Droit européen des transitions**
 - › Partenariat avec l'**Université de Fribourg** (Suisse), pour les étudiants du master **Droits et histoire des droits de l'Homme**

La sélection est faite par le responsable de la formation à la rentrée de la deuxième année de master (septembre).

► PARTIR DANS LE CADRE D'UN DOUBLE DIPLÔME

On parle de « double diplôme » lorsqu'un étudiant obtient deux diplômes nationaux en même temps : celui de l'université d'origine et celui de l'université partenaire. Le double diplôme prévoit la réalisation d'une partie de la scolarité au sein de l'université partenaire selon des modalités spécifiques à chaque partenariat.

- La Faculté de droit de Grenoble offre la possibilité de réaliser des doubles diplômes dans le cadre de partenariats avec 3 universités étrangères :
- › Partenariat avec l'**Université Libre de Bruxelles** (Belgique), réservé aux étudiants du master **Droit public des affaires** ou **Droit public des affaires / Management public**
 - › Partenariat avec l'**Université de Sherbrooke** (Canada), ouvert à **tous les étudiants en master à la Faculté** (excepté les masters suivants : Droit des activités bancaires et de la gestion de patrimoine ; Gouvernance territoriale ; Droit notarial)
 - › Partenariat avec l'**Université de la Sarre** (Allemagne), réservé aux étudiants des masters suivants : **Droit de l'entreprise, juristes conseils d'affaires ; Droits et histoire des droits de l'Homme ; Droit européen des transitions**

Les étudiants français réalisent leur première année de master au sein de l'université partenaire et leur seconde année de master à Grenoble.
Les étudiants souhaitant réaliser un double diplôme doivent, au préalable, être sélectionnés par un jury commun à Grenoble et à l'université partenaire.

Plus d'informations sont disponibles sur notre site internet et auprès du pôle relations internationales de la Faculté de droit de Grenoble (droit-law-international@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 39).

LES DISPOSITIFS DE FORMATION INNOVANTS

Cliniques juridiques

La Faculté de droit propose des cliniques juridiques en **droit des libertés** et **droit des collectivités**. Grâce à ce dispositif innovant, les étudiants peuvent mettre en pratique leurs connaissances sous la tutelle des enseignants-chercheurs et des partenaires de la Faculté.

Graduate school

La Faculté de droit est l'un des acteurs de la **Graduate school UGA** (GS@UGA), programme de formation par la recherche transdisciplinaire réservé aux étudiants de master et ayant pour but de répondre aux enjeux scientifiques et sociétaux de demain. La Faculté participe actuellement à trois programmes de la GS@UGA : « **société en transition économique, écologique et numérique** » (STEEN), en lien avec les masters Droits et histoire des droits de l'Homme & Gouvernance territoriale ; « **bien vivre, bien vieillir** » (BVBV), en lien avec le master Droit des personnes et de la famille ; « **EU-Values** », en lien avec le master Droit européen des transitions.

LA DOUBLE DIPLOMATION AVEC GEM

La Faculté de droit propose à tous les étudiants inscrits en master la possibilité de bénéficier d'une double diplomation avec GEM.
Ce cursus de **trois années**, durant lesquelles l'étudiant suivra des enseignements délivrés à la **Faculté de droit** et à **GEM**, débouche sur la délivrance du **diplôme de master dans la mention choisie** et du **diplôme de GEM**.
Des informations détaillées incluant les modalités de sélection, qui se déroulent à la fin du master 1, figurent sur le site internet de la Faculté de droit.

LES PRÉPARATIONS AUX CONCOURS & EXAMENS

Plusieurs préparations aux concours et examens sont proposées en complément des formations en master.

- L'Institut d'Études Judiciaires (IEJ) de la Faculté de droit vous propose les formations suivantes :
- › **Préparation à l'examen d'entrée au Centre régional de formation professionnelle des avocats** (CRFPA)
 - › **Préparation aux concours des métiers en juridiction** - sous réserve d'ouverture de la formation en septembre 2026

- Une autre préparation est également dispensée au sein de la Faculté :
- › **Préparation au concours de l'École nationale supérieure de sécurité sociale** (EN3S)

Pour plus de renseignements, vous pouvez consulter les plaquettes des préparations aux concours et examens disponibles en téléchargement sur notre site internet.

LA POURSUITE D'ÉTUDES EN DOCTORAT

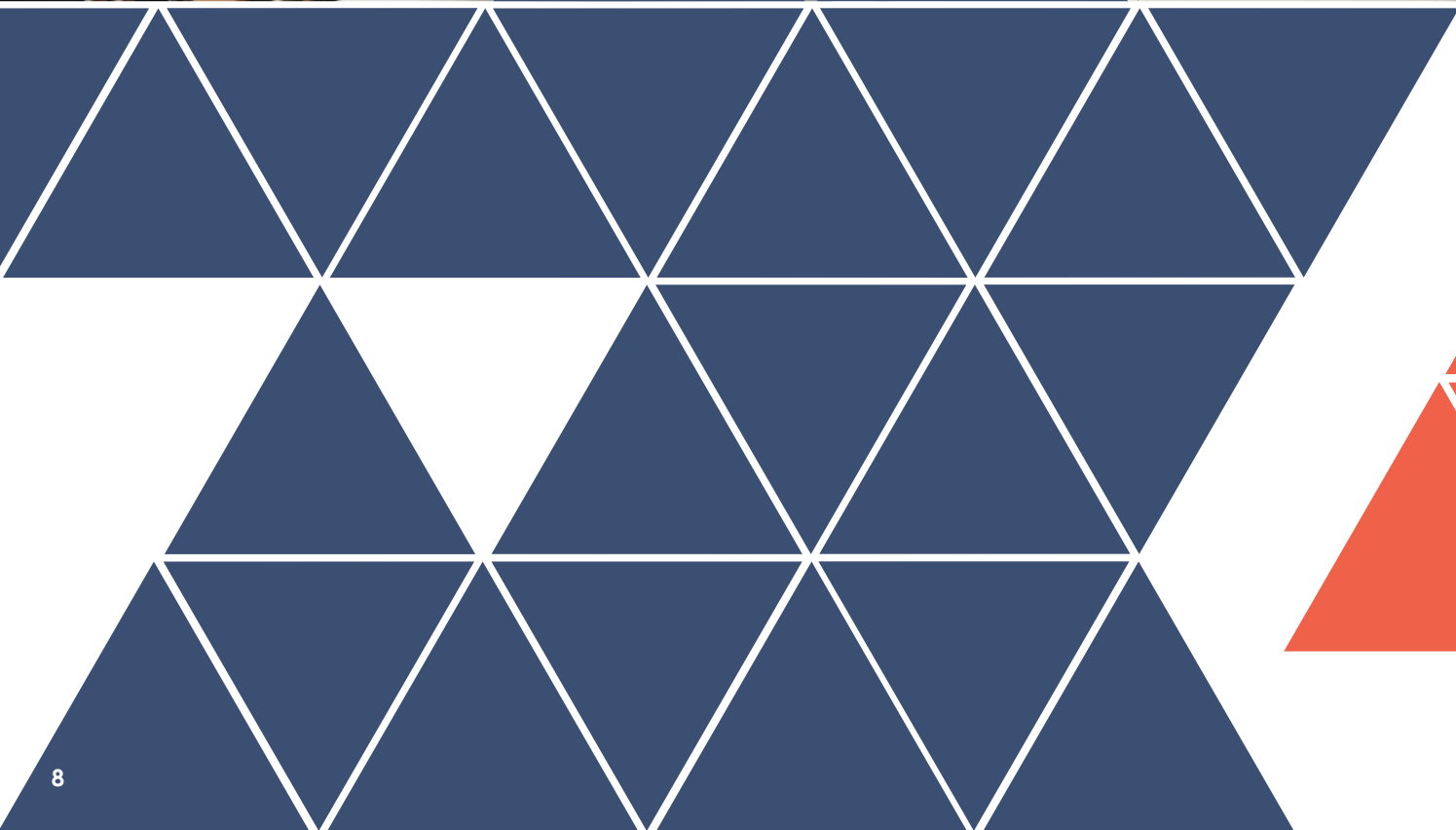
Les étudiants ayant obtenu un master peuvent poursuivre leurs études en s'inscrivant en doctorat. L'**École doctorale sciences juridiques** (EDSJ) les accompagnera sur le site grenoblois.

Le doctorat se traduit par la rédaction et par la soutenance d'une thèse. Il ouvre la voie non seulement à une carrière d'enseignant-chercheur, mais aussi aux métiers de juriste en entreprise, d'administrateur au sein de collectivités publiques, de fonctionnaire international, etc.

Pour plus d'information sur l'EDSJ, rendez-vous sur le site internet edsj.univ-grenoble-alpes.fr





PRÉSENTATION DES FORMATIONS





MASTER DROIT ET CONDUITE DE L’ACTION PUBLIQUE


MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale, continue ou en alternance

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit et conduite de l’action publique est un **master en alternance** visant à former les **cadres dirigeants administratifs de la fonction publique d’État et de la fonction publique territoriale** (attachés et administrateurs, contractuels, directeurs des services), les **cadres dirigeants politiques** (directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques) et les **conseillers de haut niveau** (avocats en droit public, consultants, cabinets d’audit) de l’action publique de demain. Il prépare aux métiers de la **magistrature administrative** (conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d’appel, conseillers des Chambres régionales des comptes).

Se déroulant sur deux années, le master Droit et conduite de l’action publique donne des **compétences juridiques de haut niveau** à ses étudiants. Ce master comporte les **cours indispensables** (droit des contrats administratifs, droit des propriétés publiques, droit de l’environnement, droit de la fonction publique, droit des finances publiques locales, droit de l’urbanisme, etc.) ainsi que des **cours innovants et rares** (droit de la responsabilité publique, droit des élections politiques, droit de la démocratie participative, droit de la montagne).

Des **misés en situation professionnelle** sont organisées (clinique juridique territoriale, stage recommandé en M1, études de cas, montages de projet, conférences de praticiens, etc.). La deuxième année se déroule en apprentissage (contrats d’apprentissage) auprès de collectivités territoriales, d’administrations déconcentrées, de cabinets d’avocat, etc.

ATOUTS DE LA FORMATION

Insertion professionnelle	Bonus de la formation	Équipe pédagogique	Alternance / Apprentissage
<p>Cette formation est construite autour de blocs de compétences que les étudiants doivent acquérir pour leur insertion professionnelle.</p> <p>Outre la réussite aux concours de la fonction publique, elle permet aux étudiants de bénéficier de débouchés directs au sein des collectivités territoriales (45%), des établissements publics (15%), des cabinets d’avocats et de conseils (15%), etc.</p> <p>Des enseignements innovants servent ces objectifs. La classe inversée est privilégiée. Une clinique de droit des collectivités territoriales permet aux étudiants de répondre à des problèmes juridiques sur la base de dossiers réels.</p>	<p>La formation dispose d’un réseau de professionnels et de liens privilégiés avec les acteurs locaux. Les étudiants peuvent adhérer à l’Association Dauphinoise du Droit Public, association de mise en relation des professionnels, des étudiants et des universitaires.</p> <p>La formation participe régulièrement à des activités pédagogiques extérieures.</p> <p>Les étudiants peuvent également candidater au master Gouvernance territoriale, qui offre une co-diplomation de la Faculté de droit de Grenoble et de Sciences Po Grenoble. (voir la fiche formation)</p>	<p>L’équipe pédagogique se compose d’universitaires spécialisés et reconnus dans leur discipline, en droit des services publics, droit de la responsabilité administrative et contentieux administratif, finances publiques, droit de l’environnement, droit des collectivités territoriales, histoire du droit, droit de l’urbanisme et de la fonction publique, droit constitutionnel, droit électoral, sciences administratives, droit des propriétés publiques et droit de la montagne.</p> <p>Elle est complétée par de nombreux professionnels intervenant dans leurs domaines de spécialité.</p>	<p>La 2^{ème} année du master Droit et conduite de l’action publique est proposée en alternance.</p> <p>Cette modalité de formation offre une forte probabilité d’insertion professionnelle aux étudiants qui perçoivent, en plus, une rémunération.</p> <p>Les étudiants concluent un contrat d’apprentissage avec une collectivité territoriale, une administration déconcentrée, un cabinet d’avocat, etc.</p> <p>Le rythme de l’alternance est en général d’une semaine de cours pour 4 semaines en emploi, sauf pour certaines périodes particulières (septembre, janvier/février, février/mars), où il y a davantage de cours. Ce rythme permet une réelle efficacité au sein de la structure d’accueil.</p>

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses

Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 2 - Compétences environnementales

Droit de l’environnement (24h CM)
Protection constitutionnelle de l’environnement (12h CM)

UE 3 - Compétences politiques et administratives

Sciences administratives et politiques publiques (24h CM)
Droit de la vie politique (24h CM)
Écriture juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses

Droit du contentieux constitutionnel (32h CM / 13h30 TD)
Droit de l’urbanisme (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)

UE 2 - Compétences sociales

Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit du service public et droits des administrés (24h CM)
Droit de la sécurité sociale (18h CM)

UE 3 - Compétences professionnelles

Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)
Rapport de recherche ou rapport de stage

2ème année (master 2) - en alternance

Semestre 3

UE 1 - Compétences politiques et administratives

Histoire des politiques publiques (12h CM)
Fondements constitutionnels de l’État (12h CM)
Administration générale (5h CM)
Relations cabinet - administration (5h CM)
Responsabilité des décideurs publics (12h CM)

UE 2 - Compétences opérationnelles

Gestion des patrimoines publics (12h CM)
Droit de la montagne (12h CM)
Droit de l’urbanisme approfondi (5h CM)
Commande publique (10h CM)

UE 3 - Compétences de pilotage de politiques publiques

Actualités du droit de la vie politique (12h CM)
Droit de l’action sociale et médico-sociale (5h CM)
Stratégie territoriale (5h CM)
Transition écologique (5h CM)
Polices administratives (5h CM)
Utilisation des logiciels d’IA en matière d’action publique (5h CM)

UE 4 - Compétences linguistiques

Anglais juridique (15h CM)

Semestre 4

UE 1 - Compétences politiques et administratives

Droit des assemblées et exécutifs locaux (12h CM)
Droit de la démocratie participative (12h CM)
Actualités du droit des collectivités territoriales (6h CM)
Actualités du droit de la responsabilité administrative (12h CM)
Coopérations territoriales (12h CM)
Relation État - collectivités (5h CM)
Partenariats institutionnels (5h CM)

UE 2 - Compétences de gestion

Financement de l’action publique - théorie (12h CM)
Financement de l’action publique - pratique (12h CM)
Recherche de financement (5h CM)
Gestion des services publics (12h CM)
Gestion des ressources humaines (10h CM)

UE 3 - Compétences opérationnelles

Contentieux contractuel - théorie (6h CM)
Contentieux contractuel - pratique (5h CM)
Montages contractuels complexes (5h CM)
Droit des opérations d’aménagement urbain (12h CM)

UE 4 - Compétences numériques

Modernisation et numérisation de l’action publique - théorie (12h CM)
Modernisation et numérisation de l’action publique - pratique (5h CM)

UE 5 - Compétences professionnelles

Préparation au Grand oral (12h CM)
Suivi et rapport d’alternance ou de stage et soutenance (30h TD)

CONDITIONS D’ACCÈS

La formation est ouverte aux étudiants titulaires d’une **licence française en droit** (ou diplôme équivalent), en **administration publique** ou en **action économique et sociale**. Des pré-requis sont nécessaires en **droit administratif** et **droit des collectivités territoriales**.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › Attachés et administrateurs de la fonction publique d’État et de la fonction publique territoriale
- › Directeurs généraux des services ou de l’administration
- › Contractuels de la fonction publique d’État et territoriale
- › Juristes d’organismes publics et parapublics
- › Directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques
- › Avocats spécialisés en droit public
- › Consultants et cabinets d’audit
- › Magistrats administratifs
- › Conseillers de Chambre régionale des comptes
- › Enseignants-chercheurs

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Romain RAMBAUD, Professeur de droit public

Scolarité du master :

droit-master-DCT@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25

+ D’INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER GOUVERNANCE TERRITORIALE

MENTION DROIT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES











OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Gouvernance territoriale est un **double master** de la **Faculté de droit** et de **Sciences Po Grenoble**. Il permet aux étudiants d'obtenir un **double diplôme** reposant sur la mention de master **Droit des collectivités territoriales** de la Faculté de droit et le parcours **Management des collectivités territoriales** du diplôme de Sciences Po Grenoble. Il offre aux étudiants sélectionnés une **double compétence** en droit, management et gestion des collectivités territoriales.

Il s'agit d'un **master innovant** visant à former les **cadres dirigeants administratifs de la fonction publique d'État et de la fonction publique territoriale** (attachés et administrateurs, contractuels, directeurs des services), les **cadres dirigeants politiques** (directeurs et chefs de cabinet, collaborateurs politiques) et **conseillers de haut niveau** (avocats en droit public, consultants, cabinets d'audit) de l'action publique de demain. Il prépare aux métiers de la **magistrature administrative** (conseillers des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, conseillers des Chambres régionales des comptes).

Les **misés en situation professionnelle** sont au cœur de ce master. Il accorde également une place à la **réflexion collective** et au **débat**, que ce soit dans le cadre de **groupes de travail**, de la participation à la **clinique juridique territoriale** de la Faculté de droit ou au **laboratoire d'action publique** de Sciences Po Grenoble.

CHIFFRES CLÉS

10

étudiants par année

60%

d'enseignants professionnels en M2

7

mois de stage obligatoire sur 2 ans

ATOUTS DE LA FORMATION

Double diplomation

A l'issue du master Gouvernance territoriale, les étudiants obtiennent un **double diplôme** : un diplôme de la mention de master **Droit des collectivités territoriales** de la Faculté de droit d'une part, un diplôme de Sciences Po Grenoble (valant grade de master) parcours **Management des collectivités territoriales**, d'autre part.

Au cours de la première année du master, les étudiants suivent tous les enseignements du master 1 mention Droit des collectivités territoriales et un programme de cours supplémentaires à Sciences Po Grenoble. Au cours de la deuxième année du master, ils suivent la totalité des enseignements des deux M2 sur un an ou un an et demi.

Graduate School - Formation à la recherche et par la recherche

Les étudiants du master GOT peuvent, sur la base du volontariat, choisir d'intégrer en M1 et M2 la **Graduate School STEEN de l'UGA**. Cette *graduate school* porte sur les **sociétés en transitions économiques, écologiques et numériques**.

Le programme thématique STEEN propose un cycle pluridisciplinaire complet d'études supérieures et de recherche du master au doctorat au carrefour des sciences sociales (sociologie, économie, gestion, droit, sciences politiques). Suivre ce programme est idéal pour ceux qui veulent poursuivre en doctorat car il prépare à la recherche et à la candidature à des financements de bourse doctorale.

Insertion professionnelle

Cette formation est construite autour de **blocs de compétences** que les étudiants doivent acquérir pour leur **insertion professionnelle**. Le **stage** est obligatoire en M1 et en M2. Une **clinique de droit des collectivités territoriales** et un **laboratoire d'action publique** permettent aux étudiants de répondre à des problèmes juridiques sur la base de **dossiers réels**.

La formation dispose d'un **réseau de professionnels** et de **liens privilégiés avec les acteurs locaux**. Les étudiants bénéficient du **réseau des anciens élèves de Sciences Po Grenoble**. Ils peuvent adhérer à l'**Association Dauphinoise du Droit Public**, association de mise en relation des professionnels, des étudiants et des universitaires.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Cours suivis à la Faculté de droit de Grenoble :

Semestre 1

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses
Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 2 - Compétences environnementales
Droit de l'environnement (24h CM)

UE 3 - Compétences politiques et administratives
Science administrative et politiques publiques (24h CM)
Droit de la vie politique (24h CM)
Écriture juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Compétences techniques et contentieuses
Droit du contentieux constitutionnel (32h CM / 13h30 TD)
Droit de l'urbanisme (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)

UE 2 - Compétences sociales
Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit du service public et droit des administrés (24h CM)
Droit de la sécurité sociale (18h CM)

UE 3 - Compétences professionnelles
Clinique juridique de droit des collectivités territoriales (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)
Rapport de recherche ou rapport de stage

Cours suivis à Sciences Po Grenoble : Politiques publiques territoriales (30h) ; Sociologie contemporaine (24h) ; Gouvernance touristique et développement territorial / Sociologie des organisations (12h) ; Laboratoire d'action publique (32h) ; Compétences professionnelles en anglais (20h).

Cours obtenus à Sciences Po Grenoble par équivalence : Politiques publiques ; Droit des collectivités territoriales ; Introduction à l'urbanisme contemporain.

2ème année (master 2)

Cours suivis à la Faculté de droit de Grenoble :

Semestre 3

UE 1 - Compétences politiques et administratives
Histoire des politiques publiques (12h CM)
Fondements constitutionnels de l'Etat (12h CM)

UE 2 - Compétences de gestion
Gestion des patrimoines publics (12h CM)
Droit de la montagne (12h CM)

UE 3 - Compétences transversales
Actualités du droit de la vie politique (12h CM)
Responsabilité des décideurs publics (12h CM)
Anglais juridique (15h CM)

Semestre 4

UE 1 - Compétences politiques et administratives
Droit des assemblées et exécutifs locaux (12h CM)
Droit de la démocratie participative (12h CM)
Actualités du droit des collectivités territoriales (6h CM)

UE 2 - Compétences opérationnelles
Contentieux contractuel (6h CM)
Droit des opérations d'aménagement urbain (12h CM)
Financement de l'action publique (12h CM)
Gestion des services publics (12h CM)

UE 3 - Compétences stratégiques
Modernisation et numérisation de l'action publique (12h CM)
Actualités du droit de la responsabilité administrative (12h CM)
Coopérations territoriales (12h CM)

UE 4 - Compétences professionnelles
Préparation au grand oral (12h CM)
Mémoire de recherche
Stage

Cours suivis à Sciences Po Grenoble : Urbanisme et aménagement (30h) ; Transition écologique, protection des espaces naturels et aménagement (12h) ; Financement de l'action publique (12h) ; Contrôle des budgets locaux (12h) ; Élaboration et exécution du budget local (12h) ; Contrats des collectivités et commande publique (36h) ; Communication publique (24h) ; Ateliers élus locaux (12h) ; Actualité territoriale en question(s) (10h) ; Label (30h) ; Compétences professionnalisantes en anglais spécifiques au parcours MCT - GOT (18h) ; Veille documentaire et juridique (4h) ; Droit de la fonction publique territoriale (12h) ; Management dans les collectivités territoriales (18h) ; GRPS dans les collectivités territoriales (4h).

CONTACTS

Responsable pédagogique - Faculté de droit :

M. Romain RAMBAUD, Professeur de droit public

Responsable pédagogique - Sciences Po Grenoble :

M. Benjamin Blaquièrre, Professeur de droit public

Scolarité du master :


droit-master-DCT@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 25

+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site : droit.univ-grenoble-alpes.fr
À voir aussi, le site de Sciences Po : www.sciencespo-grenoble.fr

PARTENARIATS


Master proposé en partenariat avec : **Sciences Po Grenoble**




Recrutement
niveau Bac+3
(sur dossier)




Diplôme niveau
Bac + 5



Site de Grenoble
(ouverture possible
à l'international)



Capacité
d'accueil limitée



Formation initiale
ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit public des affaires forme des **juristes de haut niveau en droit public** depuis près de vingt ans à Grenoble. Il peut être **suivi seul ou dans le cadre d'un double diplôme** (voir fiche correspondante) qui l'associe avec le master Management public porté par Grenoble IAE pour donner une double compétence en droit et gestion.

La formation s'étend sur deux années. En **master 1** sont dispensés les **cours fondamentaux** nécessaires à une connaissance approfondie du **droit public** (contrats, environnement, urbanisme, service public, propriétés publiques, contentieux administratif et constitutionnel, responsabilité administrative, fonction publique) ainsi que des cours dont l'objet porte plus particulièrement sur le **droit économique** (assurances, marché intérieur, droit international économique).

L'année de **master 2** comprend des **cours davantage spécialisés** (commande publique, opérations immobilières, secteur public, finances et fiscalité locales, etc.) et laisse une large place à la **dimension professionnalisante**, à travers :

- › la part substantielle des **enseignements dispensés par des professionnels du droit** (avocats, magistrats administratifs et financiers, responsables de services juridiques de collectivités territoriales, etc.) ;
- › le volume horaire important consacré à des **séminaires de mise en situation** des étudiants qui travaillent sur des dossiers, notamment contentieux ;
- › le temps laissé pour les **stages ou CDD** (3 mois en M1, 6 mois en M2).

ATOUTS DE LA FORMATION

Témoignages étudiants

« Ce master a constitué pour moi un véritable atout tant lors de la préparation du concours d'attaché territorial qu'au moment de la recherche d'emploi. Cette formation répond de manière très concrète aux attentes des collectivités territoriales qui, poussées par le besoin d'optimisation et de rationalisation budgétaires, cherchent de plus en plus à recruter leurs cadres parmi les profils possédant à la fois une vision globale du fonctionnement administratif et des compétences solides en droit public des affaires. »

Marion DESCOURS, Attachée territoriale, Directrice générale des services de la commune de Vif

« Ce master offre incontestablement, pour les publicistes, une excellente formation pour entrer à l'École des Avocats. La diversité des interventions et la qualité de l'enseignement permettent d'appréhender dans les meilleures circonstances l'entrée dans le monde professionnel. Le travail réalisé avec des avocats, magistrats et fonctionnaires territoriaux sur des dossiers réels offre une plongée très réaliste dans les contentieux que l'on connaît ensuite. »

Thomas BONZY, Avocat au barreau de Grenoble (major de sa promotion à l'examen d'entrée du CRFPA)

COMPÉTENCES VISÉES

Outre des **connaissances approfondies** dans tous les champs du **droit public des affaires**, le master permet d'acquérir, dans la cadre d'un **travail en petit groupe** (25 étudiants maximum) plusieurs types de compétences :

- › une **aptitude à la rédaction et au raisonnement juridiques** travaillée notamment dans le cadre des conférences de méthode et d'actualité juridique ;
- › une **aptitude à la prise de parole et à l'argumentation orale** travaillée en M1 (conférences de méthode, TD, séminaire) et en M2 (préparation au grand oral) ;
- › une **aptitude à la recherche juridique** grâce à l'encadrement dont bénéficient les étudiants pour réaliser un rapport de recherche (en M1) puis un mémoire (en M2).

CHIFFRES CLÉS

25	étudiants par promotion
450	diplômés issus du master (réseau stages et emplois)
40%	d'enseignements dispensés par des professionnels en M2
9	mois disponibles pour les stages/CDD durant le master
98%	de taux d'insertion professionnelle

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique associe des **universitaires réputés** dans les domaines dont relèvent les cours qu'ils dispensent et comprend de **nombreux professionnels** (avocats, fonctionnaires territoriaux, magistrat administratif et financiers).

Le master est dirigé par le **Professeur Sébastien BERNARD**, doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble et président honoraire de l'Université Pierre Mendès France - Grenoble 2.

Partenariat international

Le master peut être suivi dans le cadre d'un **double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles** (ULB). Le M1 se déroule alors à Bruxelles où est suivi un **programme sur-mesure** permettant l'obtention d'un **master de l'ULB** (donnant accès au barreau belge) avant de rejoindre Grenoble en M2.

La sélection pour ce double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles se déroule au cours du premier semestre de L3.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Enseignements fondamentaux

Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires

Droit de l'environnement (24h CM)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité

Droit des assurances (24h CM)
Droit international économique (24h CM)
Droit du marché intérieur (24h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Enseignements fondamentaux

Séminaire de droit public des affaires (24h CM)
Droit de l'urbanisme (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires

Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)
Droit du service public et droits des administrés (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité

Droit du contentieux constitutionnel (32h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Rapport de recherche
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit du secteur public local

Droit du secteur public local (24h CM)

UE 2 - Droit de la commande publique
Droit de la commande publique (24h CM)
Contrats publics et préoccupations environnementales (12h CM)

UE 3 - Droit des biens et des sols

Droit des opérations immobilières (24h CM)
Droit de l'urbanisme (12h CM)

UE 4 - Aides, finances et fiscalité locales

Droit des aides locales (12h CM)
Finances locales (12h CM)
Fiscalité locale (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Contentieux et responsabilité

Pratique du contentieux du droit public des affaires (24h CM)

UE 2 - Études de dossiers
Séminaires de mise en situation - étude de dossiers (36h CM)
Cas pratique

UE 3 - Conférences d'actualité et anglais juridique

Conférences d'actualité (24h CM)
Préparation au grand oral et aide méthodologique (18h CM)
Enjeux contemporains du droit public des affaires (18h CM)
Grand oral
Anglais juridique (15h CM)

UE 4 - Mémoire

Mémoire

UE 5 - Stage

Stage

CONDITIONS D'ACCÈS

Être titulaire d'une **licence française en droit ou titre équivalent** (AES, LAP, etc.).

L'accès au master se fait normalement en M1 mais quelques places sont proposées pour un **accès direct en M2**.

La candidature éventuelle au M2 Management public dans le cadre du double diplôme avec l'IAE se fait en fin d'année de M1.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › **Juriste dans une collectivité territoriale, une administration de l'État ou un établissement public**
- › **Avocat**
- › **Juriste d'entreprise**
- › **Cadre dirigeant dans une structure publique (par exemple au sein d'une direction générale des services de collectivité)**
- › **Consultant**
- › **Magistrat administratif ou financier**
- › **Enseignant-chercheur**

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Sébastien BERNARD, Professeur de droit public

Scolarité du master :


droit-master-DPA@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25


+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr


Page LinkedIn du master :




 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Double diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit public des affaires / Management public est une **formation unique en France** qui associe **deux mentions de master**, l'une portée par la **Faculté de droit**, l'autre par **Grenoble IAE - INP, UGA** (Institut d'Administration des Entreprises). Son but est de donner une **double compétence, en droit et en management**, pour favoriser l'insertion et la réussite professionnelles de **juristes de haut niveau**.

La première année de master se déroule entièrement à la Faculté de droit dans le cadre du **M1 Droit public des affaires**. En fin d'année de M1, les étudiants ont le choix de poursuivre uniquement en M2 Droit public des affaires ou bien de candidater au double diplôme qui permet d'enchaîner le M2 Droit public des affaires et le M2 Management public. L'année de M2 se déroule alors sur **16 mois** et fait se succéder des **périodes à la Faculté de droit, à l'IAE et en stage** aux termes desquelles l'étudiant obtient **deux diplômes de niveau bac+5** : le master **Droit public des affaires** (Faculté de droit - UGA) et le master **Management public** (Grenoble IAE - INP, UGA).

Les objectifs et le contenu pédagogiques du master Droit public des affaires sont détaillés dans la fiche correspondante. S'y ajoutent pour le M2 Management public des enseignements permettant de s'initier aux **fondamentaux de la gestion** (stratégie, management des organisations et des systèmes d'information, veille, comptabilité, communication, gestion de projet et conduite du changement) puis d'approfondir la **spécificité du management dans les structures publiques** (gestion des ressources humaines et des compétences, management des achats publics et négociation, marketing territorial).

ATOUTS DE LA FORMATION

Témoignage

« La double formation proposée entre Droit public des affaires et Management public est une porte d'entrée vers de nombreux cabinets de conseil. Ce master apporte une vision globale du secteur public, explorant ses volets économique, financier et managérial. Grâce à ce master je suis fier de pouvoir accompagner les structures publiques (ministères, collectivités territoriales, agences étatiques) dans leur transformation numérique et l'optimisation de leur processus. Le double diplôme offre les outils nécessaires à la compréhension des enjeux actuels et futurs des organismes publics. »

Luce NOBÉCOURT, consultante secteur public, cabinet Wavestone

Insertion professionnelle

L'insertion professionnelle est facilitée par l'acquisition d'une **double compétence droit / gestion** qui permet aux diplômés de **se distinguer sur le marché du travail**. Elle est préparée par la large place laissée à la **dimension professionnalisante**, au cours du master grâce à :

- › la part substantielle des **enseignements dispensés par des professionnels du droit** (avocats, magistrats administratifs et financiers, responsables de services juridiques de collectivités territoriales, etc.) ;
- › le volume horaire important consacré à des **séminaires de mise en situation des étudiants** qui travaillent sur des dossiers, notamment contentieux ;
- › le temps laissé pour les **stages ou CDD** (3 mois en M1, 5 mois en M2).

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique associe des **universitaires réputés** dans les domaines dont relèvent les cours qu'ils dispensent en droit public ou en management et comprend de **nombreux professionnels**.

Le master est dirigé par le **Professeur Sébastien BERNARD**, doyen honoraire de la Faculté de droit de Grenoble et président honoraire de l'Université Pierre Mendès France - Grenoble 2.

Partenariat international

Le master peut être suivi dans le cadre d'un **double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles (ULB)**. Le M1 se déroule alors à Bruxelles où est suivi un **programme sur-mesure** permettant l'obtention d'un **master de l'ULB** (donnant accès au barreau belge) avant de rejoindre Grenoble en M2. La sélection pour ce double diplôme avec l'Université Libre de Bruxelles se déroule au cours du premier semestre de L3.

Le second semestre du M2 Management public peut se faire à **Montréal** dans le cadre d'un **double diplôme avec l'ENAP** (École Nationale d'Administration Publique). La sélection se déroule au cours du premier semestre du M2 Management public.

COMPÉTENCES VISÉES

- Compétences juridiques :**
- › aptitude à la rédaction et au raisonnement juridiques ;
 - › aptitude à la recherche juridique.
- Compétences managériales :**
- › aptitude à la communication (prise de parole, argumentation, gestion de conflits) ;
 - › aptitude à la gestion de projet et à la gestion du changement ;
 - › aptitude au pilotage, à la mise en œuvre d'orientations stratégiques et d'une démarche qualité.
- Compétences financières :** comptabilité publique et privée, contrôle de gestion, évaluation des politiques publiques.

CHIFFRES CLÉS

98%	de taux d'insertion professionnelle
1052	heures de formation (723 à la Faculté de droit, 329 à l'IAE)
40%	d'enseignements dispensés par des professionnels en M2
8	mois disponibles pour les stages/CDD durant le master

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Enseignements fondamentaux

Droit des propriétés publiques (32h CM / 13h30 TD)
Droit du contentieux administratif (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires

Droit de l'environnement (24h CM)
Droit des contrats administratifs (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité

Droit des assurances (24h CM)
Droit international économique (24h CM)
Droit du marché intérieur (24h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Enseignements fondamentaux

Séminaire de droit public des affaires (24h CM)
Droit de l'urbanisme (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Enseignements complémentaires

Droit de la fonction publique (24h CM)
Droit de la responsabilité administrative (24h CM)
Droit du service public et droits des administrés (24h CM)

UE 3 - Enseignements de spécialité

Droit du contentieux constitutionnel (32h CM)
Conférences de méthode et d'actualité juridique (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Rapport de recherche
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Matières du M2 Droit public des affaires

Droit du secteur public local (24h CM)
Droit de la commande publique (24h CM)
Contrats publics et préoccupations environnementales (12h CM)
Droit des opérations immobilières (24h CM)
Droit de l'urbanisme (12h CM)
Droit des aides locales (12h CM)
Finances locales (12h CM)
Fiscalité locale (12h CM)
Pratique du contentieux du droit public des affaires (24h CM)
Séminaires de mise en situation - Etudes de dossiers (36h CM)
Conférences d'actualité (24h CM)
Préparation au grand oral et aide méthodologique (18h CM)
Enjeux contemporains du droit public des affaires (18h CM)
Anglais juridique (18h CM)
Mémoire
Stage

Matières du M2 Management public

Connaissance de soi et *personal branding* (15h CM)
Management d'équipe (21h CM)
Management des organisations (18h CM)
Nouveaux outils et nouvelles formes du management public (15h CM)
Gestion des ressources humaines et des compétences (15h CM)
Comptabilité publique et contrôle de gestion (15h CM)
Management des SI (18h CM)
Veille (18h CM)
Management des achats publics (15h CM)
Négociation (6h CM)
Marketing des services et qualité (15h CM)
Evaluation des politiques publiques (15h CM)
Comptabilité privée (12h CM)
Stratégie et *Business model* (18h CM)
Gestion de projet (21h CM)
Projets de gestion publique (80h CM)
Outils bureautiques - excel (12h CM)
Stage

CONDITIONS D'ACCÈS

Être titulaire d'une **licence française en droit ou titre équivalent** (AES, LAP, etc.).

L'accès au master se fait normalement en M1 mais quelques places sont proposées pour un **accès direct en M2**. La candidature éventuelle au M2 Management public dans la cadre du double diplôme avec l'IAE se fait en fin d'année de M1. **Le M2 Management public ne peut pas être suivi seul.**

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › **Cadre dirigeant dans une structure publique** (par exemple au sein d'une direction générale des services de collectivité)
- › **Juriste dans une collectivité territoriale, une administration de l'État ou un établissement public**
- › **Avocat**
- › **Juriste d'entreprise**
- › **Consultant**
- › **Magistrat administratif ou financier**
- › **Enseignant-chercheur**

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Sébastien BERNARD, Professeur de droit public

Scolarité du master :

droit-master-DPA@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr


Page LinkedIn du master :





PARTENARIATS


Master proposé en partenariat avec :




 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit européen des transitions forme des **juristes en droit européen de haut niveau** disposant de **solides connaissances juridiques** et d'une **capacité d'analyse critique des enjeux liés aux transitions** (climatique, numérique, sécuritaire) que connaît l'Europe. Grâce à une formation mêlant **connaissances fondamentales** et acquisition de **compétences professionnelles** dans les domaines d'avenir de l'UE liés aux transitions, il permet d'accéder à la plupart des **métiers juridiques tournés vers l'Union européenne et son droit**, y compris le métier d'enseignant-chercheur après la réalisation d'une thèse de doctorat.

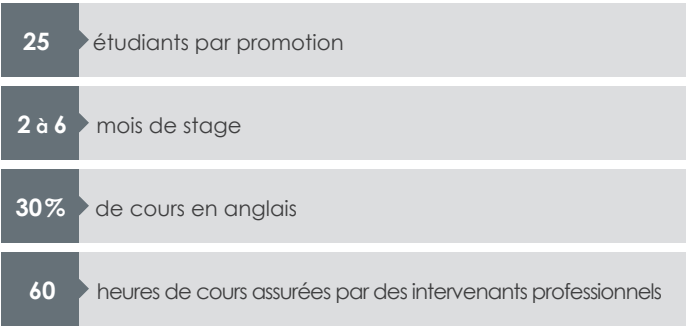
S'appuyant sur une **équipe pédagogique dynamique** et un réseau dense d'**intervenants extérieurs qualifiés**, il favorise une **pédagogie active et innovante** (simulations de procès, sondages européens, réponses aux appels d'offres, séjours d'étude à Bruxelles et/ou Luxembourg). Mettant également l'accent sur le **travail en groupe**, y compris en **langue anglaise**, il s'efforce de préparer au mieux les étudiants à leurs pratiques professionnelles futures.

En somme, le master Droit européen des transitions intègre la **diversité du rôle de juriste dans le domaine européen** et s'inscrit résolument dans la **diversification des débouchés professionnels** inhérente à l'europanisation du droit.

COMPÉTENCES VISÉES

- Maîtrise de connaissances juridiques approfondies en **droit de l'Union européenne** et ouverture vers les disciplines liées
- Développement de la **capacité d'analyse critique et de synthèse**, ainsi que des **capacités à s'exprimer** clairement et de façon construite à l'écrit comme à l'oral
- Développement des aptitudes à **travailler en équipe** et à **se constituer un réseau professionnel**
- Valorisation de l'anglais** comme langue de travail indispensable

CHIFFRES CLÉS



ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique	Environnement scientifique	Ouverture à l'international	Graduate school
<p>L'équipe pédagogique du master est composée d'enseignants-chercheurs spécialistes des différentes branches du droit européen et principalement issus de la Faculté de droit de Grenoble.</p> <p>Elle associe également plusieurs intervenants professionnels issus des institutions européennes (Commission européenne, Conseil de l'UE, ...), mais aussi de structures nationales (SGAE, Région Auvergne-Rhône-Alpes, par exemple) et privées.</p> <p>Enfin, des conférences de professeurs invités d'autres universités françaises et européennes sont proposées durant la formation.</p>	<p>Le master Droit européen des transitions est adossé au Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes (CESICE) et au Centre de Recherches Juridiques (CRJ) de la Faculté de droit de Grenoble.</p> <p>Il s'inscrit par ailleurs dans le cadre du « Centre d'excellence Jean Monnet » (CEJM), labellisation de « vitrine d'excellence » en matière de formation et de recherche sur l'intégration européenne accordée par la Commission européenne dans le cadre de son programme Jean Monnet. Il bénéficie de deux Chaires Jean Monnet : celle de Mme Constance CHEVALLIER-GO-VERS sur l'Espace de liberté, de sécurité et de justice et celle de M. Romain TINIÈRE sur la Charte des droits fondamentaux.</p>	<p>Le master propose plusieurs enseignements en langue anglaise et une unité optionnelle tournée vers l'Allemagne.</p> <p>Il est également très ouvert à la mobilité des étudiants durant l'année de M1 et propose en M2 une mobilité d'un semestre en Suisse (Université de Genève) ou en Belgique (Université d'Antwerpen), deux universités où les cours sont dispensés en anglais.</p>	<p>Chaque année, des étudiantes et étudiants du master peuvent être sélectionnés au sein de la Graduate School EU Values (« European Values and Interests in a Global Context »).</p> <p>Il s'agit d'un programme de recherche associant plusieurs masters de l'UGA qui propose une approche interdisciplinaire et une initiation à la recherche.</p> <p>Cela implique la participation à une école d'été de rentrée chaque année (en anglais) associée à un travail de groupe avec des étudiants issus des autres masters (4 ECTS).</p>

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières juridiques fondamentales

Contentieux de l'Union européenne (24h CM / 13h30 TD)
Droit du marché intérieur (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires

Politiques de l'Union européenne (24h CM)
Gouvernance européenne (18h CM)
Droit de l'environnement (24h CM)
Droit international économique (24h CM)
The EU as a global actor (12h CM)

UE 3 - Matières juridiques optionnelles

AU CHOIX :
Droit international privé (32h CM)
Travail clinique juridique - sur sélection
Rapport de recherche (3h CM)

Semestre 2

UE 1 - Matières juridiques fondamentales

Droit de l'UE des droits fondamentaux (24h CM / 13h30 TD)
Espace de liberté, de sécurité et de justice (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires

Droit du service public et droits des administrés (24h CM)
Droit du numérique - approche comparée, internationale et européenne (24h CM)
Histoire du droit international et européen (18h CM)
Droit des étrangers et de l'asile (24h CM)

UE 3 - Matières d'ouvertures

Droit de la CEDH (24h CM)
Professionalisation (18h CM)
Anglais juridique (27h TD)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Fondements et moyens d'action de l'UE

Histoire de l'idée européenne (12h CM)
Pratique contentieuse et transitions européennes (12h CM)
Droit des aides (12h CM)

UE 2 - Politiques d'avenir de l'UE

Transition numérique (I) : Le marché intérieur numérique, enjeu stratégique de l'Union européenne (12h CM)
Transition numérique (II) - *European Union and Internet Law* (12h CM)
L'UE dans un monde en transition (I) : enjeux et défis sécuritaires (12h CM)
L'UE dans un monde en transition (II) : enjeux et défis migratoires (12h CM)
Transition environnementale et climatique (I) – L'UE face au défi climatique (12h CM)
Transition environnementale et climatique (II) – Droits de l'Homme et environnement (12h CM)

UE 3 - Mise en pratique

Intervenants extérieurs - *Practitioners* / Conférences d'actualité en droit de l'UE (18h CM)
EU Law Moot Court Competition (12h TD)
Anglais juridique - optionnel (18h CM)
Méthodologie de la recherche - aide à la professionnalisation (6h CM)

Semestre 4

UE 1 - Fondements et moyens d'action de l'UE

Sondages européens (12h CM)

UE 2 - Politiques d'avenir de l'UE

Transition numérique (III) – transition numérique et droits fondamentaux en Europe (12h CM)
Transition environnementale et climatique (III) - Défis environnementaux de l'UE (18h CM)

UE 3 - Mise en pratique

Intervenants extérieurs - *Practitioners* - Conférences d'actualité en droit de l'UE (18h CM)
European collaborative projects and EU funding programmes (24h CM)
EU law moot Court Competition (6h TD)

UE 4 - Enseignements méthodologiques

Encadrement du mémoire et du stage
Méthodologie de la recherche - aide à la professionnalisation (6h CM)
Grand oral

À noter : la participation à un **parcours allemand** (communication professionnelle / culture et société) et/ou à une **clinique juridique** ou à un **séjour d'études** sont des options donnant lieu à des points de bonification. Il est également possible de participer au **programme thématique « EU-Values »** de la Graduate School de l'UGA.

CONDITIONS D'ACCÈS

Le dossier de candidature est examiné par le jury de sélection. Il comporte obligatoirement les justificatifs de **résultats antérieurs** des candidats ainsi qu'une **lettre de motivation** mentionnant le **niveau en anglais**.

Les **expériences à l'international** (Erasmus, stages...) seront des atouts supplémentaires.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- Agent au sein des institutions, organes ou organismes de l'Union européenne**
- Conseiller juridique, référendaire, ou juriste traducteur à la CJUE**
- Avocat spécialisé en droit européen ou Conseil dans des cabinets d'experts internationaux**
- ONG et lobbies intervenant à l'échelle européenne**
- Agent territorial dans les services des relations internationales des collectivités locales ou dans les cellules de projets de l'UE**
- Attachés et administrateurs de la fonction publique d'État sur des postes en lien avec le droit de l'UE**
- Enseignant-chercheur en droit européen (doctorat)**

CONTACTS

Responsables pédagogiques :

Mme Laetitia GUILLOUD-COLLIAT, Professeur de droit public
M. Romain TINIÈRE, Professeur de droit public

Scolarité du master :

droit-master-DET@univ-grenoble-alpes.fr / 04 76 74 32 26

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr


Page LinkedIn
du master :





Page du programme
thématique « EU
Values » :





MENTION DROIT INTERNATIONAL

 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Carrières juridiques et numériques internationales a pour objectif de **former en français et en anglais des juristes internationaux de haut niveau** ayant une excellente expertise à la fois dans les domaines classiques du **droit international** et dans le domaine des **nouvelles technologies** (cyber données, intelligence artificielle). Les juristes issus de ce master seront capables de se projeter dans une **carrière internationale en France ou à l'étranger**, dans le secteur public comme privé, y compris dans les métiers relatifs au numérique, les fonctions de *Data Protection Officer* (DPO) ou encore de consultant cyber.

S'appuyant sur des **méthodes pédagogiques stimulantes**, la formation favorise les études de cas, les procès simulés, les jeux de rôle et les consultations et négociations juridiques en mettant l'accent sur la **professionnalisation**. Elle encourage les échanges internationaux grâce son **programme de coopération** permettant de faire un semestre à l'étranger. La formation constitue aussi une **ouverture sur le monde de la recherche** et permet la poursuite d'une thèse de doctorat.

ATOUTS DE LA FORMATION

Rayonnement international de l'équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'**enseignants-chercheurs à fort rayonnement scientifique** issus de l'Université Grenoble Alpes, de **professeurs invités d'universités étrangères réputées**, de **chercheurs de l'INRIA** ainsi que de nombreux **professionnels** ayant des responsabilités dans les grandes organisations internationales (Organisation des Nations Unies, Cour pénale internationale, Agence des Nations Unies pour les réfugiés...), la société civile, le secteur public (Ministère de la justice, Ministère des armées, Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information...) et le secteur privé (entreprises de sécurité et de défense). Plusieurs cours sont ainsi assurés en binôme afin de proposer aux étudiants des regards croisés mêlant **approche théorique et pratique**.

COMPÉTENCES VISÉES

- › Maîtrise de l'ensemble du **droit international public**
- › Maîtrise des grands enjeux de la **régulation du numérique** et de l'**Intelligence Artificielle**
- › Maîtrise du **raisonnement juridique**
- › Ouverture vers des **disciplines voisines** (droit européen, droit international privé...)
- › Acquisition des compétences propres à l'**écriture scientifique**
- › **Management** et travail en équipe
- › **Anglais** comme langue de travail indispensable à la carrière internationale
- › Préparation aux **recrutements internationaux**

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
2	langues de travail
4	programmes d'échanges internationaux
162	heures de cours en anglais en master 2

Environnement scientifique de pointe

La formation bénéficie des apports scientifiques de quatre institutions scientifiques réputées internationalement. Adossée au **Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes** (CESICE), la formation est aussi affiliée au **Grenoble Alpes Cyber-Security Institute**, à la **Chaire Legal and Regulatory Implications of Artificial Intelligence** du MIAI et au **Grenoble Alpes Data Institute**. Les étudiants sont ainsi pleinement associés aux activités et **manifestations scientifiques** organisées chaque année et bénéficient des **stages** proposés par ces institutions. Ils peuvent ainsi échanger directement avec des professionnels et des chercheurs du monde entier et constituer progressivement leur **réseau professionnel**.

Formation professionnalisante, internationalisée et bilingue

- › Possibilité d'un **cursus bilingue français-anglais** avec 144h de cours en anglais. Les étudiants ont aussi la possibilité de rédiger leur mémoire/rapport de stage en anglais
- › Partenariats avec des universités étrangères permettant de faire un **second semestre à l'étranger** (à Kobé au Japon ; à Padova en Italie ; à Bruxelles en Belgique) ou être en **double diplôme** (à Moscou en Russie)
- › Un séminaire en anglais entièrement dédié à l'**insertion professionnelle internationale**
- › Une formation en prise avec l'**actualité du droit international** et les nouveaux viviers de la professionnalisation
- › Échanges réguliers avec les différents **acteurs du droit international**

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit international fondamental

Droit international public (32h CM / 13h30 TD)
Droit international économique (24h CM)
Droit international pénal (24h CM)

UE 2 - Droit international complémentaire

Protection internationale et européenne des droits de l'Homme (24h CM)
Droit international privé (32h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture

Contentieux de l'UE (24h CM)
The EU as a global actor (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit international fondamental

Droit des organisations internationales (24h CM)
Droit de la sécurité internationale et droit humanitaire (24h CM)
Histoire du droit international et européen (18h CM)
Actualité et pratique du droit international (20h TD)

UE 2 - Droit international complémentaire

Droit de la CEDH (24h CM)
Espace de liberté, sécurité et justice ou
Droit des étrangers et de l'asile (24h CM)
Droit du numérique - approche comparée internationale et européenne (24h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture

Régime international de lutte contre les changements climatiques (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit international approfondi

Obligations et responsabilité internationale (24h CM)
Méthodologie du droit international (8h CM)
Anglais juridique (12h CM)

UE 2 - Règlement des différends et sécurité internationale

Jus contra Bellum (18h CM)
Droit du contentieux international (24h CM)

UE 3 - Séminaires d'ouverture

Droit de l'Union Européenne - Institutions, Normes, Politiques ou
Private International Law (12h CM)

UE 4 - Nouveaux défis du droit international

Artificial Intelligence - From Ethics to Rules (24h CM)
Cybersécurité - Acteurs, Gouvernance, Régulation (30h CM)

Semestre 4

UE 1 - Organisations internationales et négociations

International Organisations - Current Affairs (12h CM)
Playing the UN - Theory and Practice of International Negotiations (12h CM)

UE 2 - Droit international matériel

Data Protection and Privacy (30h CM)
Droit des espaces et protection de l'environnement (18h CM)

UE 3 - Permanence et mutations du droit international

Advanced International and European Human Rights Law (18h CM)
Ethno-political conflicts & International Law (24h CM)
Jus in Bello - Droit des conflits armés ou
Organisation de la lutte contre le terrorisme (12h CM)

UE 4 - Stage et Mémoire

Méthodologie de la recherche (10h CM)
Stage et Mémoire (travail personnel des étudiants)

CONDITIONS D'ACCÈS

La **maîtrise de langues étrangères** et surtout de l'anglais est demandée. Les mobilités significatives d'un **investissement à l'international** (ERASMUS, stages...) sont un atout.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › **Organisations internationales** (ONU, OCDE, OTAN, Conseil de l'Europe, INTERPOL ...)
- › **ONG** (Comité international de la Croix-Rouge, Greenpeace, Amnesty International...)
- › **Juridictions pénales internationales et internationalisées**
- › **Carrières diplomatiques et dans les grands organismes publics**
- › **Cabinets d'avocats internationaux**
- › **Divisions juridiques de firmes multinationales**
- › **Fonctions de Délégué à la Protection des Données** (DPO); consultant juridique en cybersécurité et Intelligence Artificielle
- › **Acteurs de la coopération internationale** (collectivités publiques...)
- › **Enseignement-recherche**
- › **Think-Tank & carrière dans des instituts de recherche**

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Théodore CHRISTAKIS, Professeur de droit public

Scolarité du master :

droit-master-CJNl@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 26

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER SÉCURITÉ INTERNATIONALE, CYBERSÉCURITÉ ET DÉFENSE

INTERNATIONAL SECURITY, CYBERSECURITY AND DEFENSE

MENTION DROIT INTERNATIONAL

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Sécurité internationale, cybersécurité et défense vise à **former en français et en anglais des spécialistes de haut niveau** de la **sécurité internationale** et de la **défense** dans les domaines juridiques, économiques, politiques et militaires ainsi que dans le domaine des **nouvelles technologies** (cybersécurité, sécurité des données, intelligence artificielle) et du renseignement.

S'appuyant sur des méthodes innovantes, la formation favorise les mises en situation concrètes (ex. BattleLabRens), les consultations et les négociations internationales. Tournée vers l'insertion professionnelle, la formation s'appuie sur des **cours pluridisciplinaires** faisant appel à de nombreux **experts nationaux et internationaux** afin de permettre à ses diplômés de se projeter dans des carrières nationales et internationales en France ou à l'étranger, dans le secteur public comme privé, notamment dans les **métiers de la cybersécurité et de la défense**.

ATOUTS DE LA FORMATION

Rayonnement national & international

L'équipe du master est composée d'**intervenant·s à fort rayonnement national et international** issus de l'**Université Grenoble Alpes**, de l'**INRIA**, d'**Universités étrangères réputées**, d'**institutions internationales** (ONU, CPI, HCR etc.), d'**institutions nationales** (ANSSI, COMCYBER, justice, armées, agences de renseignement...) et du **secteur privé** (entreprises et groupes industriels de la sécurité, de l'aéronautique, de la cybersécurité et de la défense).

De nombreux cours sont assurés en binôme afin de proposer des regards croisés mêlant **approche théorique, pratique et professionnalisante**.

Formation intégrée à un environnement scientifique de pointe

La formation est affiliée à trois institutions scientifiques à fort rayonnement international.

Adossée au **Centre d'Études sur la Sécurité Internationale et les Coopérations Européennes** (CESICE), la formation est aussi affiliée au **Grenoble Alpes Cyber-Security Institute** et à la **Chaire Legal and Regulatory Implications of Artificial Intelligence du MIAI-UGA**. Les étudiants sont ainsi pleinement associés aux activités et événements scientifiques de ces institutions et bénéficient des **stages** qu'elles proposent. Les étudiants peuvent ainsi échanger directement avec des professionnels et des chercheurs du monde entier et constituer progressivement leur **réseau professionnel**.

Formation professionnalisante internationalisée et bilingue

- › Possibilité d'un **cursus bilingue français-anglais** (120h de cours en anglais).
- › Rédaction en anglais (si souhaitée) du mémoire/rapport de stage.
- › Possibilité d'une **mobilité à l'étranger** : semestres 1 et/ou 2 en M1 (nombreuses Universités étrangères partenaires) ou semestre 2 en M2 (Japon - Kobe ; Belgique - ULB ; Italie - Padova)
- › Séminaires entièrement dédiés à l'**insertion professionnelle** dès le M1
- › Formation en prise directe avec l'actualité de la sécurité et de la défense
- › Liens étroits et rencontres régulières avec les **professionnels et recruteurs de la sécurité et de la défense**

* Retrouvez la fiche de présentation du master Sécurité internationale, cybersécurité et défense en enseignement à distance sur notre plaquette de formation dédiée à l'EAD (disponible en téléchargement sur notre site internet).

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit international fondamental

Droit international public (32h CM / 13h30 TD)
Droit international économique (24h CM)
Droit international pénal (24h CM)

UE 2 - Droit international complémentaire

Protection internationale et européenne des droits de l'Homme (24h CM)
Droit international privé (32h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture

Contentieux de l'UE (24h CM)
The EU as a global actor (12h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit international fondamental

Droit des organisations internationales (24h CM)
Droit de la sécurité internationale et droit humanitaire (24h CM)
Histoire du droit international et européen (18h CM)
Actualité et pratique du droit international (20h TD)

UE 2 - Droit international complémentaire

Droit de la CEDH (24h CM)
Espace de liberté, sécurité et justice (24h CM) ou
Droit des étrangers et de l'asile (24h CM)
Droit du numérique - approche comparée internationale et européenne (24h CM)

UE 3 - Matières d'ouverture

Gestion de crise (12h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Fondamentaux de la Sécurité internationale et de la Défense

Économie de la sécurité internationale et de la défense (24h CM)
Jus contra Bellum (18h CM)

UE 2 - Nouveaux enjeux de la sécurité internationale

Cybersécurité - Acteurs, Gouvernance, Régulation (30h CM)
Data Security and Governance (12h CM)

UE 3 - Théories et pratiques de la sécurité internationale et de la Défense

Méthodologie de la recherche (8h CM)
Politique internationale de sécurité et de défense (24h CM)
Anglais juridique (12h CM)

UE 4 - Séminaires d'ouverture

DEUX COURS À CHOISIR PARMI :
Energies, environnement et défis sécuritaires (12h CM)
Defense Industry Policies & Export Control Dynamics (12h CM)
BattleLabRens - Pratique du renseignement (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Aspects juridiques et enjeux politiques de la Sécurité internationale et de la défense

Droit public interne de la défense (24h CM)
Jus in Bello - Droit des conflits armés (12h CM)

UE 2 - Acteurs de la sécurité internationale et de la défense

Playing the UN - Theory and Practice of International Negotiations (12h CM)
Security and defense professional intelligence (12h CM)
Complex Humanitarian Crisis Management and Negotiations with Armed Groups (12h CM)
Artificial Intelligence - Security, Governance and Regulation (12h CM)

UE 3 - La sécurité internationale et la défense en évolution

36H DE COURS À CHOISIR PARMI :
Organisation de la lutte contre le terrorisme (12h CM)
International Organisations - Current Affairs (12h CM)
Intelligence économique et sécurité (12h CM)
Ethno-Political Conflicts & International Law (24h CM)

UE 4 - Stage et Mémoire

Méthodologie de la recherche (10h CM)
Mémoire
Rapport de stage

CONDITIONS D'ACCÈS

La **maîtrise de langues étrangères** et surtout de l'anglais est demandée. Les mobilités significatives d'un **investissement à l'international** (ERASMUS, stages...) et/ou les **expériences dans le domaine de la sécurité et de la défense** sont un atout.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › **Carrières dans les groupes industriels** en lien avec la sécurité et la défense
- › **Carrières militaires et dans le renseignement**
- › **Carrières dans les domaines suivants : cybersécurité, lutte contre la cybercriminalité et IA**
- › **Métiers de l'intelligence économique**
- › **Métiers d'analyste**
- › **Carrières diplomatiques et fonction publique** (Ministère des affaires étrangères, Ministère des armées, Ministère de l'intérieur...)
- › **Institutions internationales et européennes** (OTAN, OSCE, INTERPOL, EUROPOL, ONU, UE...)
- › **Think-Tank & instituts de recherche internationaux**
- › **Carrières académiques**

CONTACTS

Responsable pédagogique :

Mme Karine BANNELIER,
Maître de conférences HDR en droit public

Scolarité du master :


droit-master-SICD@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 26

+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER DROITS ET HISTOIRE DES DROITS DE L'HOMME


MENTION DROIT DES LIBERTÉS




Recrutement
niveau Bac+3
(sur dossier)




Diplôme niveau
Bac + 5



Site de Grenoble
(ouverture possible
à l'international)



Capacité
d'accueil limitée



Formation initiale
ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droits et histoire des droits de l'Homme vise à former, sur deux années, des **juristes spécialisés en droit des libertés**. Véritable formation spécialisée, le master est conçu pour donner aux étudiantes et étudiants les connaissances nécessaires pour **analyser les situations juridiques** mettant en jeu la garantie des droits, ainsi que pour **concevoir des stratégies de mise en œuvre**. Centrée sur la dimension juridique des droits de l'Homme, la formation appréhende celle-ci de manière **transversale**, afin de donner aux diplômés la capacité de s'adapter à la diversité et à l'évolution des situations auxquelles ils seront confrontés dans leur vie professionnelle.

La formation permet d'acquérir à la fois de **solides connaissances théoriques et historiques** (sur les processus de reconnaissance et de garantie des droits de l'Homme, sur les sources et le régime des droits et libertés) et des **connaissances pratiques** sur les mécanismes (contentieux ou non) permettant d'assurer la garantie des droits fondamentaux. Les cours consacrés aux **matières fondamentales** (destinés à acquérir la maîtrise des notions et des mécanismes du droit des libertés) sont ainsi complétés par des **enseignements complémentaires** permettant aux étudiantes et étudiants de donner à leur formation une orientation conforme à leur **projet professionnel** (droit pénal et pénitentiaire, droit international et européen des droits de l'Homme, droit des étrangers et de l'asile, environnement et droits de l'Homme...) et d'acquérir des **compétences préprofessionnelles**.

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe expérimentée et engagée

Dirigé par un professeur de droit public et un professeur d'histoire du droit, tous deux spécialistes des droits de l'Homme, le master Droits et histoire des droits de l'Homme s'appuie sur une équipe pédagogique composée d'enseignants-chercheurs en **droit privé, droit public et histoire du droit**, mais aussi de **praticiens spécialisés**, qui toutes et tous sont passionnés par la garantie des droits et libertés.

Avec une **expérience de plus de 30 ans** (la mention de master Droit des libertés est l'héritage d'une des plus anciennes formations en droits de l'Homme en France), ce master a formé de nombreux juristes exerçant en France ou à l'étranger.

Pédagogie diversifiée et professionnalisante

La formation repose sur l'association systématique d'un **enseignement pratique** et d'un **enseignement théorique, critique ou historique**, dans un champ donné. Une place privilégiée est donnée aux matières en lien avec les **enjeux contemporains** (droit et contentieux des étrangers, droit de l'asile, droit du changement et de la justice climatique, droit pénitentiaire, droit de la protection des données personnelles, droit des sexualités et du genre, droit pénal des mineurs...), qui sont éclairés par une **contextualisation historique et théorique**.

La **clinique des droits fondamentaux**, les **concours Cassin, Vedel** et les **stages** (facultatif en M1, obligatoire en M2) permettent une mise en situation professionnelle.

Environnement scientifique et professionnel stimulant

Adossé aux laboratoires de la Faculté de droit de Grenoble (CRJ, CESICE et CERDAP2), le master Droits et histoire des droits de l'Homme offre une **initiation progressive à la recherche**, grâce à des ateliers d'écriture et à la rédaction d'un mémoire de recherche (qui peut ouvrir vers la poursuite d'études en doctorat).

Les étudiantes et étudiants bénéficient également des **conseils des nombreux professionnels** qui interviennent en tant qu'enseignants ou conférenciers (avocats spécialisés, responsables d'associations, etc.).

Graduate school STEEN

Chaque année, les étudiantes et étudiants du master peuvent être sélectionnés au sein de la **Graduate school STEEN (« Sociétés en transitions économiques, écologiques et numériques »)**. Il s'agit d'un programme de recherche associant plusieurs masters de l'UGA qui propose une **approche interdisciplinaire** et une **initiation à la recherche**. Cela implique d'une part la **participation annuelle à un projet de recherche interdisciplinaire et collectif** (4 ECTS) et d'autre part la **participation aux deux écoles d'hiver/été par an** (2 ECTS).

Ce parcours de spécialisation permet aussi de candidater à des allocations doctorales dédiées.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières fondamentales
Histoire de la protection internationale et européenne des droits de l'Homme (32h CM / 13h30 TD)
Protection internationale et européenne des droits de l'Homme (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières transversales
Fondements philosophiques des droits de l'Homme (24h CM)
Droit du contentieux administratif (32h CM)
Introduction au droit de l'environnement (12h CM)

UE 3 - Matières de spécialité
Droit international pénal (24h CM)
AU CHOIX : Sciences administratives et politiques publiques (24h CM) **ou** Histoire des libertés - sécurité, répression et libertés individuelles (18h CM)
Bonification :
Clinique juridique

Semestre 2

UE 1 - Matières fondamentales
Droit du contentieux constitutionnel (32h CM / 13h30 TD)
Droits des étrangers et de l'asile (24h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Matières transversales
Droit de la sécurité internationale & droit humanitaire (24h CM)*
Droit de l'environnement et droits de l'Homme (12h CM)
Droit pénal des mineurs (18h CM)*
Histoire du droit des étrangers et de l'asile (18h CM)

UE 3 - Matières de spécialité
Droit de la CEDH (24h CM)
AU CHOIX : Droit de l'UE des DF (24h CM) **ou** Droit du numérique - approche comparée, internationale et européenne (24h CM) **ou** Droit de la responsabilité administrative (24h CM)

UE 4 - Professionnalisation
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)
Conférences du master Droit des libertés

Bonification :
Méthodologie de la note de synthèse (12h CM) ; Mémoire de recherche (6h CM) ; Clinique juridique

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Matières fondamentales
Histoire de la garantie des droits fondamentaux (18h CM)
Systèmes régionaux de protection des droits de l'Homme (18h CM)

UE 2 - Matières de spécialité
2 MATIÈRES AU CHOIX : Anthropologie des droits de l'Homme (18h CM) **ou** Protection constitutionnelle des droits et libertés (18h CM) **ou** Etats d'exception et garantie des droits (12h CM)

UE 3 - Séminaires historiques & critiques
Droit et genre (18h CM)
1 MATIÈRE AU CHOIX : Droit humanitaire - aspects historiques **ou** Commons & Human rights - en anglais (12h CM)

UE 4 - Professionnalisation, conférences, séminaires
Anglais - *English for human rights* (12h CM)
Séminaire général collectif sur la mutation des droits fondamentaux (10h)

POUR L'ANNÉE, AU CHOIX : Journée d'étude RDLF (12h CM) **ou** Concours de plaidoirie Cassin (12h TD) **ou** Concours de plaidoirie Vedel (27h TD)

Semestre 4

UE 1 - Matières fondamentales
Contentieux des étrangers et de l'asile (18h CM)
Contentieux administratif et droits fondamentaux (18h CM)

UE 2 - Matières de spécialité
2 MATIÈRES AU CHOIX : Garantie des droits fondamentaux & procédure pénale (18h CM) **ou** Droit pénal et garantie des droits : perspectives historiques (18h CM) **ou** Droit comparé des droits fondamentaux (12h CM) **

UE 3 - Séminaires contentieux
2 MATIÈRES AU CHOIX : Contentieux pénitentiaire **ou** Contentieux de la nationalité **ou** Justice climatique (12h CM)

UE 4 - Conférences, séminaires
Séminaire général collectif sur la mutation des droits fondamentaux (10h)
Grand oral (12h CM)

UE 5 - Professionnalisation
Anglais - *English for international organizations* (12h CM)
Voyages d'études (sous réserve)
AU CHOIX : Mémoire de recherche (3h CM) **ou** Rapport de stage (3h CM) **ou** Clinique juridique **ou** Participation à une phase orale d'un concours de plaidoirie (12h TD)

* La participation à la Graduate school STEEN dispense de l'une de ces deux matières
** La participation à la Graduate school STEEN implique le choix d'une matière parmi les trois

CONDITIONS D'ACCÈS

Le master est accessible, sur sélection, aussi bien aux **juristes** titulaires d'une licence française en droit ou équivalent (profil généraliste, publiciste, privatiste, pénaliste, internationaliste ou européeniste) qu'aux **politistes** titulaires d'un diplôme correspondant (bachelor d'IEP).

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › **Carrières dans les organisations de protection des droits de l'Homme**, tant internationales (ONU, Conseil de l'Europe, OING) que nationales (ONG, CNCDH, Défenseur des droits, CGLPL, particulièrement en droit des étrangers et droit d'asile)
- › **Concours de la fonction publique** (magistrature, concours de l'administration pénitentiaire, de la PJJ, de la police, etc.)
- › **Examen d'entrée à l'École d'avocat** (avec notamment une préparation à la note de synthèse et au grand oral)
- › **Doctorat en droit** (droits de l'Homme, histoire du droit) en vue de préparer les concours de recrutement des enseignants-chercheurs


CONTACTS

Responsables pédagogiques :
M. Serge SLAMA, Professeur de droit public
M. Martial MATHIEU, Professeur d'histoire du droit


Scolarité du master :
droit-master-libertes@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 25

+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr




Recrutement
niveau Bac+3
(sur dossier)




Diplôme niveau
Bac + 5



Site de Grenoble
(ouverture possible
à l'international)



Capacité
d'accueil limitée



Formation initiale
ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit pénal et sciences criminelles permet aux étudiants une **spécialisation progressive** dans les différents domaines de la **matière répressive**, tout en préservant un **caractère généraliste** nécessaire à une **formation juridique complète**. En 1^{ère} année, les **matières pénales fondamentales** (droit pénal spécial des personnes, des biens et des affaires, droit de la sanction pénale, droit pénal des mineurs...) ou complémentaires (droit international pénal, criminologie, histoire du droit pénal...) côtoient ainsi les **matières juridiques complémentaires** (droit processuel, droit de la CEDH, droit des contrats spéciaux, droit international privé...) pour offrir aux étudiants la meilleure **couverture des programmes des épreuves des principaux concours et examens juridiques et judiciaires**. En 2^{ème} année, les différentes disciplines de droit pénal font l'objet d'approfondissements et d'une mise en pratique accrue. La spécialisation se poursuit ainsi, tout en favorisant l'**acquisition de connaissances techniques dans des domaines aux frontières du droit et de la science**.

La formation offre aux étudiants l'ensemble des prérequis pour se présenter aux épreuves des examens ou concours d'accès à la **magistrature**, au **barreau**, ainsi qu'aux divers métiers de la **police**, de la **gendarmerie**, de l'**administration pénitentiaire** ou de la **protection de la jeunesse** notamment. Elle permet également aux étudiants qui souhaitent faire une **carrière universitaire** d'avoir une première expérience de la recherche à travers la rédaction d'un mémoire. Dans ce dessein, la formation mêle **exercices classiques** (dissertation juridique, commentaires de textes, cas pratiques...) et **travaux à visée professionnalisante** (étude de dossiers judiciaires, élaboration de veilles documentaires ou rédaction de rapports, présentation orale, participation à des reconstitutions de procès ou à des concours de plaidoirie). L'accent est mis sur les **interactions avec les milieux professionnels** afin de permettre aux étudiants de préparer au mieux leur insertion future. Les deux années de master tendent en outre à assurer la **continuité de l'apprentissage d'une langue vivante étrangère** pour offrir aux étudiants un niveau satisfaisant d'anglais juridique.

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'enseignants-chercheurs issus principalement de la Faculté de droit de Grenoble, dont de nombreux **spécialistes de la matière pénale**, ainsi que de **praticiens provenant d'horizons divers**.
À titre d'exemple, pour l'année universitaire 2024-2025, interviennent dans le master B. JACOB (magistrat honoraire et ancien président de la cour d'assises de l'Isère), D. DREYFUS, T. GAUTHIER et F. LESTANG (avocats), F. PAYSANT ou V. SCOLAN (Professeurs de médecine légale).

Environnement scientifique

L'adossement du master Droit pénal et sciences criminelles au **Centre de Recherche Juridiques** (CRJ - EA 1965) offre aux étudiants l'opportunité d'accéder aux principales **manifestations scientifiques** en lien avec la matière répressive, organisée ou non par le master lui-même, et permet à certains d'entre eux d'effectuer leur stage au sein du laboratoire.
La formation entretient également des liens privilégiés avec le **Tribunal judiciaire** et la **Cour d'appel de Grenoble** ainsi qu'avec le **service de Médecine Légale et de Toxicologie** (Centre Hospitalier Universitaire de Grenoble), rattaché à la Faculté de médecine (Université Grenoble Alpes).

Qualité de la formation

« Le master fut une expérience aussi enrichissante intellectuellement qu'humainement. J'ai pu acquérir des connaissances académiques solides, diversifiées, et tournées vers la pratique. Le master est rythmé par des temps forts, qui favorisent la cohésion de groupe tel que le concours d'éloquence, la reconstitution d'un procès d'assises, ainsi que des conférences avec des personnes remarquables. L'élaboration d'un mémoire est une belle opportunité de s'initier à la recherche, voire de poursuivre en thèse. Quant au stage final, il fut pour ma part l'occasion d'une rencontre professionnelle qui perdure encore aujourd'hui, dans le cadre de ma formation d'élève-avocate. »
Emma SAGNARD, élève-avocate au CRFPA (promotion 2021-2023 du Master)

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières pénales fondamentales

Droit pénal spécial des personnes (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la sanction pénale (24h CM)

UE 2 - Matières pénales complémentaires

Histoire des libertés - sécurité, répression et libertés individuelles (18h CM)
Droit international pénal (24h CM)
Pratique pénale (13h30 séminaire)

UE 3 - Matières juridiques complémentaires

Droit international privé (32h CM)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Matières pénales fondamentales

Droit pénal des biens et des affaires (32h CM / 13h30 TD)
Droit pénal des mineurs (18h CM)

UE 2 - Matières pénales complémentaires

Criminologie (24h CM)
Droit pénal de l'environnement (12h CM)
Pratique pénale (13h30 séminaire)

UE 3 - Matières juridiques complémentaires

Droit de la CEDH (24h CM)
Droit des sûretés (32h CM)
Droit processuel (24h CM)
Anglais juridique (27h TD)

UE 4 - Professionnalisation

Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit pénal approfondi

Droit pénal général (24h CM)
Droit pénal spécial - personnes et biens (36h CM)

UE 2 - Droit pénal international

Droit pénal européen et international (12h CM)
Droit pénal international appliqué - concours de plaidoirie Claude Lombois (12h CM)

UE 3 - Droit pénal comparé

Droit pénal comparé - le système anglo-saxon (12h CM)
Anglais juridique - regards sur le système américain (12h CM)

UE 4 - Professionnalisation et recherche

Maîtrise de la présentation orale (4h CM)
Méthodologie de la recherche (2h CM)
Présentation du dossier de pratique pénale (2h CM)
Présentation des thèmes de recherche en criminologie (2h CM)

Semestre 4

UE 1 - Procédure pénale approfondie

Droit du procès pénal (24h CM)
Droit pénal appliqué - études de dossier (22h CM)
Droit de la preuve pénale (12h CM)

UE 2 - Droit de la peine

Droit approfondi de l'exécution des peines (24h CM)
Histoire de la peine et de la pensée pénale (12h CM)

UE 3 - Sciences criminelles appliquées

Criminologie appliquée (10h CM)
Police scientifique et médecine légale (12h CM)

UE 4 - Professionnalisation et recherche

Mémoire ou Rapport de stage problématisé ou Clinique juridique ou Participation à un atelier de jurisprudence ou participation à la journée d'étude commune du Master (6h CM)
Stage

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

› **Métiers du droit et de la justice accessibles directement** : juriste d'entreprise, juriste « recherche et développement », consultant, assistant juridique, métiers de l'aide aux victimes.

› **Métiers du droit et de la justice accessibles après un concours ou un examen** : magistrat, avocat, métiers de la police nationale, de la gendarmerie nationale, de l'administration pénitentiaire (AP ou SPIP) et de la protection judiciaire de la jeunesse.

› **Recherche** : enseignement-recherche (thèse et concours de recrutement), carrières de la recherche dans les instituts spécialisés.

CONTACTS

Responsable pédagogique :

Mme Anne-Gaëlle ROBERT, Maître de conférences HDR en droit privé

Scolarité du master :


droit-master-penal@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27


+ D'INFOS


Informations et candidatures
sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr


Page LinkedIn
du master :




 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit des personnes et de la famille a pour objectif de consolider les compétences dans les matières fondamentales du **droit privé** et d'approfondir les matières du **droit des personnes et de la famille**. Il offre aux étudiants une **formation solide dans ces matières**, dans leurs aspects tant extrapatrimoniaux que patrimoniaux.

Les cours proposés combinent **droit substantiel** et **mécanismes du contentieux**. Les étudiants suivent, en effet, des cours généraux et des cours spécifiques en **procédure civile** et en **droit de la preuve**, leur permettant d'acquérir une **vision transversale** nécessaire à leur **insertion professionnelle**.

L'objectif est donc l'acquisition de **compétences théoriques, mais également pratiques** pour la gestion contentieuse ou non contentieuse de situations dans le domaine du droit des personnes et de la famille. Pour ce faire, des **exercices pratiques** sont proposés par des **professionnels**. Grâce au **nombre restreint d'étudiants** par promotion (20), l'enseignement peut être réellement **interactif** et l'**accompagnement individualisé**.

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique	Accès aux professions judiciaires	Accompagnement au projet professionnel	Graduate school BVBV
Les enseignements sont assurés, pour partie, par des universitaires dont les recherches portent précisément sur les matières enseignées . Plus généralement, le master est adossé au laboratoire CRJ (Centre de recherches juridiques), dont l'un des principaux axes est « Justice, société et libertés ». Les étudiants bénéficient donc d'un accès privilégié aux projets menés par le laboratoire . D'autres enseignements sont dispensés par des professionnels en exercice : juristes (avocats, magistrats) mais aussi médecins, cadres de la direction enfance-famille du Conseil départemental, mandataire judiciaire à la protection des majeurs, etc.	Marion AUGER est issue de la promotion 2016-2017. Alors en prépa ENM à Bordeaux, elle écrivait : « <i>Les cours de droit de la famille que l'on a eus, ont dégagé les grandes perspectives que l'on nous demande d'assimiler cette année sur les droits patrimoniaux et extra patrimoniaux, je me rends compte qu'il y a finalement peu de notions qu'il me reste à préciser. Nous avons donc une bonne avance sur le programme de droit civil. Le cours de procédure du droit de la famille et l'exercice final ont permis de ficher dans l'optique des cas pratiques là encore suffisant pour les attentes du concours</i> ». Marion AUGER a réussi le concours de la magistrature en 2019.	Les étudiants sont guidés dans l' élaboration de leur projet professionnel dans le cadre de séances spécifiquement dédiées . › Certaines sont destinées à perfectionner leurs techniques de recherche de stage et d'emploi . › D'autres consistent dans la rencontre avec des professionnels : avocats et magistrats mais également de nombreux professionnels qui œuvrent dans le domaine du droit des personnes et de la famille mais dont les métiers sont méconnus (Protection judiciaire de la jeunesse ; Département ; secteur associatif, etc.).	La <i>graduate school</i> Bien vivre bien vieillir est un programme de formation par la recherche transdisciplinaire , préparant des étudiants français et étrangers, pendant les deux années de master, à la recherche en doctorat ou à l'insertion professionnelle dans le domaine du vieillissement . Compte tenu de la courbe démographique, c'est un sujet plus que porteur. Les étudiants de la GS@UGA étant inscrits dans des masters de différentes composantes, la <i>graduate school</i> est le lieu d'une véritable interdisciplinarité. Celle-ci favorise des modalités d'enseignement différentes et constitue la garantie d'une recherche non cantonnée à une seule discipline.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit civil I

Droit des régimes matrimoniaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 2 - Justice I

Droit international privé (32h CM)
Histoire de la justice (24h CM)

UE 3 - Matière de spécialité

Droit pénal spécial des personnes (32h CM / 13h30 TD)

Semestre 2

UE 1 - Droit civil II

Droit des successions et des libéralités (32h CM / 13h30 TD)
Droit des sûretés (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Justice II

Droit processuel (24h CM)
Droit de la CEDH (24h CM)
Droit international privé approfondi (24h CM)

UE 3 - Matières de spécialité*

Histoire du droit de la famille (18h CM)
Droit pénal des mineurs (18h CM)

UE 4 - Professionnalisation

Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Personnes et vulnérabilités

Protection de l'enfance (14h CM)
Protection des majeurs (14h CM)
Protection des malades (14h CM)
Politiques sociales (14h CM)

UE 2 - Famille et relations personnelles

Sources du droit de la famille (12h CM)
Grandes notions du droit de la famille (24h CM)
Séminaire violences intrafamiliales (8h CM)
DIP des relations personnelles (10h CM)
Famille et relations personnelles - en anglais (12h CM)

UE 3 - Personnes, famille et procédure I

Actualités de la procédure civile (14h CM)
Pratique de la procédure civile - simulation de procès (12h CM)
Droit de la preuve dans le contentieux familial (18h CM)

Semestre 4

UE 1 - Famille et patrimoine

Droit patrimonial des couples (14h CM)
Transmissions familiales (12h CM)
Techniques liquidatives (10h CM)
DIP des relations patrimoniales (10h CM)

UE 2 - Personnes, famille et procédure II

Contentieux des personnes et de la famille (24h CM)
Topical legal and socio-political issues (past and present) (12h CM)

UE 3 - Méthodologie et insertion professionnelle*

Séminaire de méthodologie à la recherche (6h CM)
Exercice de recherche juridique
Préparation et épreuve du grand oral (6h CM)
Conférences de professionnels invités (16h CM)
Stage

À noter : la participation à un **projet de promotion** ou à la **clinique juridique** est une option donnant lieu à des points de bonification.

* Les étudiants participant à la *graduate school* BVBV suivent un programme différent pour l'UE3.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

En consolidant les connaissances dans les matières fondamentales du droit privé et en offrant une spécialisation en droit des personnes et de la famille, ce master offre de **nombreux débouchés**. Il prépare notamment aux métiers ou fonctions suivants :

- › **Professions judiciaires telles que magistrat, avocat ou greffier**
- › **Mandataire judiciaire à la protection des majeurs**
- › **Responsable des services juridique et contentieux dans les établissements de soins et d'accueil ou dans l'administration étatique ou territoriale**
- › **Responsable d'association, entreprise, service d'aide à la personne**
- › **Responsable d'association d'accompagnement et de soutien aux personnes vulnérables**
- › **Gestionnaire de patrimoine, dans une étude notariale ou dans les secteurs de la banque ou de l'assurance**
- › **Cadre de l'action sociale**
- › **Directeur d'établissement accueillant des mineurs**
- › **Généalogiste successoral**
- › **Notaire**

Ce master permet aussi la **poursuite des études en doctorat**.

CONTACTS

Responsable pédagogique :

Mme Anne-Sophie BRUN-WAUTHIER, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :


droit-master-DPF@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27

+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site : **droit.univ-grenoble-alpes.fr**

MASTER DROIT DES CONTRATS ET DU PATRIMOINE


MENTION DROIT PRIVÉ




Recrutement
niveau Bac+3
(sur dossier)




Diplôme niveau
Bac + 5



Site de Grenoble
(ouverture possible
à l'international)



Capacité
d'accueil limitée



Formation initiale
ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit des contrats et du patrimoine est à la croisée de **deux grands domaines juridiques** : le **droit civil** et le **droit des affaires**. Il a pour objectif de transmettre des connaissances approfondies dans ces deux domaines, pour former des étudiants qui se destinent aux **secteurs porteurs** que sont les **professions judiciaires** (avocat, magistrat) et celle de **juristes d'entreprise**. Il permet également d'accéder au **notariat**.

La **première année** permet de finaliser la **formation fondamentale des juristes en droit privé**, fondée sur l'équilibre entre les cours et les TD. La **seconde année** est consacrée à la **spécialisation** (approfondissement) et à la **professionnalisation**.

La promotion, composée de **20 étudiants**, permet d'offrir un **enseignement en groupe et personnalisé**. La pédagogie est axée sur des **séminaires**, des **exercices pratiques dirigés par des professionnels** (simulation de procès, rédaction de contrats, pratique du règlement amiable). Les étudiants sont également formés à l'usage des outils d'**intelligence artificielle** et ils ont la possibilité de suivre des formations données par des start-up de la **legaltech**. La formation s'achève par un **stage de 2 à 6 mois** dans différents secteurs : **entreprises, avocats, notaires, juridictions**.

COMPÉTENCES VISÉES

- › Acquérir un niveau de compétence approfondi dans tous les domaines du **droit des contrats et du patrimoine**
- › Développer ses **capacités d'exposé oral et rédactionnelles**
- › Maîtriser les **techniques contractuelles** (rédaction des clauses et contrats)
- › S'initier à la **rédaction de conclusions, de jugements, à la plaidoirie**
- › Se préparer aux **concours des professions judiciaires**
- › Préparer son **insertion en entreprise**
- › Découvrir l'**intelligence artificielle** au service du droit
- › S'initier aux **outils numériques d'analyse du droit**

CHIFFRES CLÉS

20	› étudiants par promotion
32	› matières enseignées sur 2 ans
95 à 100%	› de taux de réussite

ATOUTS DE LA FORMATION

L'équipe pédagogique

L'équipe pédagogique est composée d'**universitaires spécialistes de la Faculté de droit de Grenoble**. Les enseignements qu'ils dispensent sont en lien avec leurs activités de recherche et avec les **connaissances les plus pointues et innovantes** dans leur discipline.

L'équipe universitaire est renforcée par des **professionnels, issus de la magistrature, du barreau ou encore des juristes d'entreprise**.

Le programme de formation est également construit pour permettre la réussite aux **concours des métiers de la justice et du notariat**. La plupart des enseignants du master participent aussi aux **formations de l'Institut d'études judiciaire** (IEJ).

Ceux qui souhaitent obtenir un **double diplôme** avec une grande école de commerce ont un accès privilégié à **Grenoble Ecole de Management**.

La professionnalisation

Le programme du master est construit pour **préparer en deux ans le projet de professionnalisation de chaque étudiant** de la promotion.

Au cours de la première année, les étudiants complètent leur formation avec les **enseignements fondamentaux** qui leur manquent.

La deuxième année leur permet d'acquérir des **connaissances spécialisées**, de **développer des compétences professionnelles**, de **réaliser des travaux en équipe**, de **rédiger des actes juridiques** (contrats, conclusions, jugements), **des exposés, un mémoire**, et de **se préparer à exercer un métier** (stage). La moitié de l'année de master 2 est consacrée à l'**insertion professionnelle**.

L'innovation

Le master propose des **enseignements innovants**.

Des matières, comme le **droit de la preuve**, ou les **techniques contractuelles**, sont totalement nouvelles dans le cursus des étudiants et sont **très peu enseignées**. Certains des **meilleurs spécialistes** de ces matières enseignent à la Faculté de droit de Grenoble et dispensent un **enseignement unique** qui constitue une **valeur ajoutée** dans le parcours des étudiants.

Par ailleurs, l'avenir du droit et de la justice passe par la **maîtrise des outils numériques**. Le master offre une **formation unique en France**, à la compréhension et à la prise en main de ces outils. En master 2, un enseignement est proposé en **intelligence artificielle** et constitue un véritable **avantage décisif** pour l'entrée sur le marché de l'emploi.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit du patrimoine

Droit des régimes matrimoniaux (32h CM / 13h30 TD)
Aspects fondamentaux de la propriété industrielle (32h CM)

UE 2 - Droits des contrats spéciaux

Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit de la construction (24h CM)
Droit des assurances (24h CM)
Droit international privé (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit civil spécialisé

Droit des successions et libéralités (32h CM / 13h30 TD)
Droit des suretés (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Droit des affaires spécialisé

Droit des sociétés (32h CM)
Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)
Droit du travail - relations individuelles (24h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)

UE 3 - Professionnalisation

Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Théorie générale des obligations

Théorie générale du contrat (24h CM)
Droit de la responsabilité civile approfondi (24h CM)
Intelligence artificielle et droit des obligations - techniques numériques au service du droit (10h CM)

UE 2 - Techniques contractuelles

Techniques contractuelles en droit interne (12h CM)
Droit des contrats internationaux (18h CM)
Theory of Common Law of Contracts - en anglais (12h CM)

UE 3 - Contentieux civil

Procédures civiles spéciales et modes alternatifs de règlement des litiges (16h CM)
Pratique de la procédure - simulation de procès (12h CM)
Grands principes du droit de la preuve (10h CM)
Preuve des contrats et des obligations (14h CM)
Titres exécutoires (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Droit des obligations et nouvelles technologies

Intelligence artificielle et droit des obligations - techniques numériques au service du droit (8h CM)
Contrats électroniques et de consommation (12h CM)
Contrats sur la recherche et l'innovation (12h CM)

UE 2 - Droit du patrimoine

Droit des biens approfondi (24h CM)

UE 3 - Paiements et exécutions

Techniques de paiement des créances (12h CM)
Techniques de droit civil dans les procédures collectives (12h CM)

UE 4 - Méthodologie et insertion professionnelle

Conférences de professionnels invités (10h CM)
Insertion professionnelle
Mémoire de recherche - dossier de recherche
Stage
Anglais juridique (12h CM)

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- Grâce à la diversité de ses enseignements et au caractère transversal du droit des contrats et du patrimoine, le master offre des débouchés très larges :
- › **Professions judiciaires : magistrat, avocat**
 - › **Juriste en entreprise : rédaction de contrats / services contentieux**
 - › **Compagnies d'assurance**
 - › **Secteur bancaire : juriste spécialisé en droit du patrimoine**
 - › **Directeur d'un département juridique (entreprise, administration, association)**
 - › **Métiers du notariat**
 - › **Accès aux métiers du management en lien avec une grande école de commerce (double diplôme)**

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Etienne VERGÈS, Professeur de droit privé

Scolarité du master :


droit-master-DCP@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27


+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr


MASTER JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES


MENTION JUSTICE, PROCÈS, PROCÉDURES

 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Justice, procès, procédures vise, en premier lieu, à former les étudiants qui se destinent aux **professions de la justice**, en leur apportant les connaissances nécessaires pour **se préparer aux concours d'accès à ces professions** (magistrat, greffier, greffier en chef, avocat, commissaire de justice...). Il propose, en second lieu, une formation pratique à **vocation professionnelle immédiate** dans les domaines du **contentieux** (civil, pénal, commercial) et des **procédures d'exécution** permettant aux étudiants d'accéder rapidement à des **professions variées** (mandataire et administrateur judiciaire, juriste dans les services contentieux, juriste-assistant...).

Les étudiants qui suivent cette formation peuvent ainsi consolider leurs connaissances dans les **matières fondamentales du droit privé** (civil, pénal, commercial, travail...) et acquérir des compétences approfondies en matière de **justice et de procédures** (procédures pénale, civile et commerciale ; droit processuel ; droit de la preuve...). Des **approches pluridisciplinaires autour de la justice** (histoire de la justice ; justices comparées ; enjeux de la justice contemporaine : numérisation de la justice, justice prédictive...) sont également développées.

La pédagogie de ce master est axée sur des **cours théoriques**, mais également sur des **exercices pratiques** (simulation de procès, concours de plaidoiries...) dirigés par de **nombreux professionnels de la justice** intervenant dans ce master (magistrats, huissiers de justice, avocats).

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique	Ancrage professionnel	Enseignements innovants
Les différents enseignements de ce master sont dispensés par des universitaires spécialistes mais également par des professionnels expérimentés et représentatifs du monde judiciaire (magistrats, avocats, huissiers de justice). Ces professionnels permettent aux étudiants de mettre en pratique leurs connaissances à travers des cas concrets (simulations de procès et concours de plaidoiries à partir de dossiers judiciaires), ce qui représente un véritable atout pour la réussite aux concours des métiers de la justice . De plus, certains enseignants du master participent également aux formations de l' Institut d'études judiciaires (IEJ).	Le programme du master est construit pour préparer en deux ans le projet de professionnalisation de chaque étudiant de la promotion. En plus des enseignements théoriques, cette formation permet aux étudiants de développer des compétences professionnelles , de travailler en équipe , de rédiger des actes de procédure, des conclusions, des jugements , de s'entraîner à la plaidoirie , de participer à des séminaires de recherche avec des praticiens, de rédiger un mémoire , de s'initier au travail de recherche juridique et de se préparer à exercer un métier (stage).	Certaines matières, récemment mises au programme des différents concours d'accès aux métiers de la justice, sont étudiées dans ce master, alors qu'elles ne le sont pas ou très peu dans les autres Facultés de droit. Il en est ainsi du droit de la preuve , matière fondamentale pour tous les acteurs de la justice. Ces enseignements spécifiques, assurés en exclusivité dans ce master par certains des meilleurs spécialistes , constituent une forte valeur ajoutée pour les étudiants. Par ailleurs, ce master propose aux étudiants de s'initier aux nouveaux outils numériques d'analyse des contentieux et d'aborder ainsi les questions de justice prédictive qui constituent l'un des grands enjeux de la justice aujourd'hui.

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Droit civil I

Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit des régimes matrimoniaux (32h CM)
Droit du paiement et du crédit (24h CM)

UE 2 - Justice I

Droit international privé (32h CM / 13h30 TD)
Histoire de la Justice (24h CM)

UE 3 - Matières de spécialité

Droit pénal spécial des personnes (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit civil II et procédures

Droit des sûretés (32h CM)
Procédures civiles d'exécution (24h CM)

UE 2 - Justice II

Droit processuel (24h CM / 13h30 TD)
Droit de la CEDH (24h CM)

UE 3 - Matières de spécialité

Droit pénal des biens et des affaires (32h CM / 13h30 TD)
Droit du travail - relations individuelles (24h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)

UE 4 - Matières d'ouverture

Anglais juridique (27h TD)
Professionalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Droit commun du procès

Grands principes du droit de la preuve civile et pénale (10h CM)
Droit processuel approfondi - droits fondamentaux du procès (24h CM)
Intelligence artificielle et droit (6h CM)

UE 2 - Procédures civiles et pénales

Procédures civiles spéciales et modes alternatifs de règlement des litiges (16h CM)
Droit du procès pénal - procédure pénale approfondie (12h CM)
Pratique de la procédure civile / simulation de procès (12h CM)

UE 3 - Procédures d'exécution

Procédures civiles d'exécution (36h CM)
Mesures conservatoires (12h CM)
Titres exécutoires (12h CM)
Droit de l'exécution des peines (12h CM)

Semestre 4

UE 1 - Grands thèmes de la justice contemporaine

Intelligence artificielle et droit (6h CM)
Techniques probatoires (16h CM)
Actualité et réformes de la justice (12h CM)
Topical legal and socio-political issues (past and present) (12h CM)
Outils d'aide à la décision et pratiques juridictionnelles (8h CM)

UE 2 - Contentieux civil

Contentieux des personnes et de la famille (24h CM)
Contentieux des contrats et des obligations (18h CM)

UE 3 - Méthodologie et insertion professionnelle

Séminaire de méthodologie à la recherche : mémoire (2h CM) ou exposé de recherche (4h CM)
Exercice de recherche juridique : mémoire ou exposé de recherche
Méthodologie du grand oral (2h CM)
Insertion professionnelle
Conférences de professionnels invités (8h CM)
Rapport de stage
Grand oral
Anglais juridique (12h CM)
Concours de plaidoiries (facultatif)

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

En consolidant les connaissances dans les matières fondamentales du droit privé et en offrant une spécialisation en matière de justice et de procédures, ce master offre de nombreux débouchés :

- › **Professions judiciaires : magistrat, avocat, greffier, médiateur...**
- › **Juriste dans les services contentieux des entreprises, des banques, des assurances, des bailleurs sociaux, des associations...**
- › **Huissier / Commissaire de Justice**
- › **Mandataire et administrateur judiciaire**
- › **Juriste dans un cabinet de recouvrement**

Juriste-assistant

Ce master permet aussi la **poursuite des études en doctorat**.

CONTACTS

Responsable pédagogique :

Mme Géraldine VIAL, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :

droit-master-JPP@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 27

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : **droit.univ-grenoble-alpes.fr**



Recrutement
niveau Bac+3
(sur dossier)



Diplôme niveau
Bac + 5



Site de Grenoble



Capacité
d'accueil limitée



Formation initiale
ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit notarial appartient à une **filière réglementée qui conduit à la profession de notaire**. Les étudiants titulaires du M2 bénéficient d'un **accès de plein droit aux études supérieures de notariat**. Leur durée est de **24 mois**, organisée sous la forme de **trois périodes de formation** (v. annexe I arrêté du 5 juillet 2023 relatif au diplôme d'études supérieures de notariat) durant lesquelles l'étudiant est **notaire stagiaire**. À l'issue de cette formation, l'étudiant obtient le **Diplôme d'études supérieures de notariat** (DESN).

Le master Droit notarial vise à **renforcer les connaissances fondamentales** de l'étudiant tout en commençant à le **familiariser avec la technique et la pratique notariale**. L'objectif est de lui donner, dans tous les domaines concernant l'activité notariale, des **bases solides et complètes pour asseoir la poursuite de son cursus lors de ses futures périodes de formation pour l'obtention du DESN**. La quasi-totalité des étudiants qui choisissent le master Droit notarial a pour objectif **l'exercice de la profession de notaire**. L'obtention du DESN permet aux étudiants de devenir **notaires assistants** et de pouvoir, pour ceux qui le souhaitent, solliciter ultérieurement leur **nomination comme notaire**.

ATOUTS DE LA FORMATION

Forte spécialisation

Après l'année de Master 1 dédiée à l'étude de différentes disciplines indispensables à la formation d'un juriste destiné au notariat, la formation offre, en seconde année, un **haut degré de spécialisation** dans les matières qui sont les plus sollicitées dans l'exercice de la profession de notaire. Ces matières sont regroupées en trois thèmes qui correspondent aux **pilliers de l'activité notariale : la famille, l'immeuble et le droit des affaires**. Des enseignements complémentaires sont assurés, par exemple, en **déontologie notariale**. Une unité est dédiée à l'international avec des enseignements concernant le **droit international privé notarial** ainsi que des **cours d'anglais** axés sur la réception et la communication avec un client étranger. Cette **forte spécialisation** explique qu'aucun enseignement ne soit mutualisé avec d'autres M2. L'objectif de professionnalisation justifie que l'équipe enseignante soit composée de manière équilibrée par des **notaires** et des **universitaires**.

Partenariats solides

Le master Droit notarial s'appuie sur un **solide réseau d'anciens étudiants et de professionnels**, qui ont en commun les **valeurs d'excellence et de performance**. Plus précisément, le master bénéficie d'un partenariat avec le **Conseil régional de la Cour d'appel de Grenoble**. Un Professeur associé, notaire au sein du Conseil régional de la Cour d'appel de Grenoble, effectue l'intégralité de son service d'enseignement au sein du master Droit notarial et concourt à l'insertion des étudiants dans le notariat. Forte de ces atouts, cette formation permet aux étudiants de **trouver rapidement un stage et un emploi à la mesure de leurs compétences**.

Association Nota Bene

Issus de différentes Facultés de droit françaises ou européennes, les étudiants développent un fort **sentiment d'appartenance au Master** grâce à l'association Nota Bene. **Animée par les étudiants**, l'association organise chaque année, avec l'aide de l'équipe pédagogique, des **déplacements** qui offrent des échanges, notamment, au Congrès de notaires, au Conseil supérieur du notariat, à la Cour de cassation, au Sénat, au CRIDON de Lyon ou, encore, dans des cabinets de généalogistes. L'association concourt aussi à la participation des étudiants au Legal Challenge et à d'autres **concours**.

COMPÉTENCES VISÉES

- Approfondissement ou acquisition des **savoirs juridiques correspondant à la fonction de notaire et aux métiers du patrimoine**.
- Application de ces savoirs, notamment sous forme d'**initiation au conseil juridique, d'analyse de clauses d'actes, de liquidations de régimes matrimoniaux et de successions, de rédaction de consultations ou de mémoires**.

CHIFFRES CLÉS

20	étudiants par promotion
95 à 100%	de taux de réussite
10	praticiens enseignants
2	mois de stage

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Régimes matrimoniaux et droit international privé général

Droit des régimes matrimoniaux (32h CM / 13h30 TD)
Droit international privé (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Actes juridiques de la pratique notariale

Droit de la construction (24h CM)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 3 - Fiscalité des entreprises (I)

Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Successions et fiscalité des entreprises (II)

Droit des successions et droit des libéralités (32h CM / 13h30 TD)
Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - Droit des affaires et droit international privé des personnes

Droit international privé approfondi (24h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)
Droit des suretés (32h CM)
Droit des sociétés (32h CM)

UE 3 - Approche historique

Histoire du droit de la famille (18h CM)

UE 4 - Ouverture et professionnalisation

Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 1

UE 1 - Fondamentaux de la pratique notariale

Déontologie notariale (7h CM)
État civil, filiation et capacité (15h CM)
Droit des contrats et des obligations (20h CM)
Droit des biens (7h CM)
Droit des sûretés et publicité foncière (15h CM)

UE 2 - Droit notarial de l'immeuble

Droit de la vente immobilière (30h CM)
Droit de la construction et de l'urbanisme (25h CM)
Droit fiscal de l'immeuble (25h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit notarial de la famille

Droit des régimes matrimoniaux et du divorce (25h CM)
Droit des libéralités (15h CM)
Droit des successions (35h CM)
Techniques liquidatives (10h CM)
Droit fiscal de la famille (15h CM)

UE 2 - Droit notarial de l'activité économique

Droit des affaires (25h CM)
Pratique du droit des affaires (25h CM)
Droit rural (15h CM)
Pratique du droit rural (10h CM)
Droit des collectivités locales (10h CM)

UE 3 - Droit international privé notarial et ouverture internationale

Droit international privé (20h CM)
Pratique du droit international privé (10h CM)
Anglais (24h CM)

UE 4 - Stage et mémoire

Séminaire de méthodologie à la recherche (4h CM)
Mémoire
Stage

UE 5 - Grand oral et préparation au grand oral

Préparation au grand oral (3h CM)
Grand oral
Participation aux concours (facultatif)

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

La quasi intégralité des étudiants du master Droit notarial souhaitent **poursuivre leur cursus en vue de devenir notaires**.

L'obtention d'un master Droit notarial permet de se doter d'une **bonne spécialisation de généraliste du patrimoine**, si bien que l'étudiant peut aussi prétendre ultérieurement **accéder à d'autres métiers recherchant des compétences juridiques dans la gestion du patrimoine ou de l'immobilier**.

Le master peut, enfin, être poursuivi en vue d'une **inscription en doctorat pour la rédaction d'une thèse dans le domaine du droit notarial**.

CONTACTS

Responsables pédagogiques :


M. Michel FARGE, Professeur de droit privé
Mme Gaëlle RUFFIEUX, Maître de conférences en droit privé


Scolarité du master :


droit-master-notarial@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 24


+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site :
droit.univ-grenoble-alpes.fr

 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale, continue ou en alternance

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit de l'entreprise juristes-conseils d'affaires (DEJCA) propose une **formation d'excellence en droit des affaires** délivrée par une **équipe expérimentée d'universitaires et de professionnels**. Cette formation peut être suivie en **formation initiale, continue** ou en **alternance**. L'objectif poursuivi est de **former des juristes de haut niveau directement opérationnels** dans chaque aspect de la vie juridique de l'entreprise : droit des contrats, droit des sociétés, droit économique, droit fiscal, droit social, droit financier, etc.

La formation laisse une **large place à la dimension pratique**. Les étudiants doivent ainsi **résoudre des cas concrets en groupe** comme ils seront amenés à le faire plus tard en entreprise.

- Une attention particulière est portée à :
- › **L'apprentissage des méthodes de l'ingénierie juridique, fiscale, sociale et financière** par la rédaction de consultations, de notes, de conclusions ;
 - › **L'appréhension de l'ensemble des paramètres du droit de l'entreprise** par l'étude de nombreux cas transversaux.

Afin de parfaire leur formation, les étudiants réalisent, **au choix, un stage ou une alternance**. Ils peuvent débiter leur stage à compter du mois d'avril. Il est d'une durée de 2 à 6 mois et peut être fait dans un cabinet d'avocat, un service juridique d'entreprise, un cabinet d'expertise comptable, un office notarial, ou encore au sein d'une banque. Le choix du stage est effectué en fonction de l'orientation professionnelle prévue. L'alternance, quant à elle, peut être faite dès le 1er septembre et se poursuit en même temps que les cours jusqu'au milieu du mois d'avril où l'apprenti est alors à temps plein dans la structure d'apprentissage.

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe expérimentée et engagée	Pédagogie diversifiée et professionnalisante	Environnement scientifique et professionnel stimulant	Alternance
<p>Le master Droit de l'entreprise, juriste-conseils d'affaires s'appuie sur une équipe pédagogique composée d'enseignants-chercheurs en droit privé mais aussi de praticiens spécialisés, dont le domaine de compétence concerne un ou plusieurs aspects du droit des affaires.</p> <p>L'équipe pédagogique comprend des universitaires spécialisés, notamment en droit commercial, en droit des contrats ou en droit du travail. Elle est complétée par de nombreux professionnels, avocats fiscalistes et conseils en entreprise.</p> <p>Avec une expérience de plus de 20 ans, ce master a formé de nombreux juristes exerçant en France ou à l'étranger.</p> <p>36</p>	<p>Afin de permettre aux étudiantes et étudiants de disposer de toutes les clés d'analyse du droit des affaires, la formation repose sur l'association systématique d'un enseignement pratique et d'un enseignement théorique.</p> <p>Une place privilégiée est donnée aux matières en lien avec les enjeux contemporains (droit fiscal, comptabilité, analyse financière, droit des sociétés, techniques des contrats d'affaires, droit du contrat de travail, <i>contract law</i>...), lesquelles sont complétées par l'étude de dossiers instruits par des professionnels. Cette pédagogie interactive permet une mise en situation professionnelle, comme le stage (facultatif en M1, obligatoire en M2).</p>	<p>Adossé au Centre de Recherches Juridiques (CRJ) de la Faculté de droit de Grenoble, le master Droit de l'entreprise, juriste-conseils d'affaires offre une initiation progressive à la recherche, grâce à des ateliers de construction de dossiers et à la rédaction d'un rapport de stage ou d'alternance et d'un mémoire.</p> <p>Les étudiantes et étudiants bénéficient également des conseils et du réseau des nombreux professionnels qui interviennent en tant qu'enseignants ou conférenciers (avocats spécialisés, DRH, cabinets d'experts-comptables...). En plus des cours et séminaires, des conférences de professionnels sont organisées durant l'année sur des questions actuelles de droit des affaires.</p>	<p>En master 2, les étudiantes et étudiants peuvent choisir de suivre la formation en alternance (contrat d'apprentissage). Celle-ci offre une forte probabilité d'insertion professionnelle aux étudiantes et étudiants qui perçoivent, en plus, une rémunération non négligeable.</p>

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1	Semestre 2
<p>UE 1 - Fiscalité, comptabilité et patrimoine de l'entreprise</p> <p>Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)</p> <p>Comptabilité (24h CM)</p> <p>Droit du paiement et du crédit (24h CM / 13h30 TD)</p> <p>Droit patrimonial de l'entrepreneur (18h CM)</p> <p>UE 2 - Relations contractuelles et droit social</p> <p>Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)</p> <p>Droit du travail - relations collectives (24h CM)</p>	<p>UE 1 - Structures, fiscalité et risques de l'entreprise</p> <p>Droit des sociétés (32h CM / 13h30 TD)</p> <p>Droit des entreprises en difficulté (24h CM / 13h30 TD)</p> <p>Droit des sûretés (32h CM)</p> <p>Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM)</p> <p>UE 2 - Relations commerciales et droit social</p> <p>Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)</p> <p>Droit du travail - relations individuelles (24hCM)</p> <p>Droit du commerce international (24h CM)</p> <p>UE 3 - Matière complémen-taires</p> <p>Anglais juridique (27h TD)</p> <p>Professionalisation (18h CM)</p>

2ème année (master 2)

Semestre 3	Semestre 4
<p>UE 1 - Activités de l'entreprise</p> <p>Techniques des contrats d'affaires I (12h CM)</p> <p>Techniques des contrats d'affaires II (24h CM)</p> <p><i>Contract law</i> - théorie et pratique du droit anglo-américain des contrats (12h CM)</p> <p>Anglais juridique appliqué (18h CM)</p> <p>UE 2 - Structures de l'entreprise</p> <p>Droit des sociétés et des marchés financiers (24h CM)</p> <p>Droit européen des sociétés (12h CM)</p> <p>UE 3 - Fiscalité et comptabilité de l'entreprise</p> <p>Fiscalité interne et internationale (36h CM)</p> <p>Comptabilité et analyse financière (16h CM)</p> <p>UE 4 - Droit social</p> <p>Rédaction et contenu du contrat de travail (12h CM)</p> <p>Protection sociale (12h CM)</p> <p>UE 5 - Professionalisation</p> <p>Séminaire de méthodologie de la recherche (I) (2h CM)</p>	<p>UE 1 - Contentieux de l'entreprise</p> <p>Procédure commerciale (24h CM)</p> <p>Contentieux pénal (12h CM)</p> <p>Contentieux fiscal (12h CM)</p> <p>UE 2 - Risques de l'entreprise</p> <p>Diagnostic économique et financier de l'entreprise (12h CM)</p> <p>Restructurations des entreprises en difficulté (12h CM)</p> <p>UE 3 - Professionalisation</p> <p>Anglais juridique appliqué (9h CM)</p> <p>Séminaire de méthodologie de la recherche (II) (4h CM)</p> <p>Stage et rapport de stage</p> <p>Mémoire</p> <p>UE 4 - Séminaires transversaux</p> <p>Pratiques professionnelles (28h CM)</p>

ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

La formation académique se déroule de début septembre à mi-avril, à raison de **2 jours de cours par semaine** (les jeudi et vendredi). Les 3 jours restants (du lundi au mercredi) peuvent être consacrés au **travail personnel**, aux **projets**, aux **stages** ou à l'**alternance**.

CONDITIONS D'ACCÈS

Le recrutement se fait sur **étude de dossier** et, le cas échéant, sur **entretien de sélection devant un jury** composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels. La décision du jury se fonde sur **la qualité du cursus universitaire** antérieur de la candidate ou du candidat (une attention particulière est portée sur la bonne maîtrise de la langue anglaise, certains cours étant dispensés en anglais) ; **les expériences professionnelles et associatives** ; **les stages** ; **la clarté et la pertinence du projet professionnel** ; et **la prestation orale** lors de l'entretien de sélection.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › **Directeurs juridiques**
- › **Juristes d'entreprises**
- › **Avocats spécialisés en droit des affaires, en droit fiscal, en droit des sociétés ou en droit social**
- › **Responsables de ressources humaines**
- › **Cadres de banque...**

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Gérard NGOUMTSA ANOU, Professeur de droit privé

Scolarité du master :


droit-master-DEJCA@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 28


+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site : droit.univ-grenoble-alpes.fr


MASTER DROIT SOCIAL


MENTION DROIT DES AFFAIRES

 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale, continue ou en alternance

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit social a pour objectif de former des **juristes de haut niveau en droit social et en ingénierie sociale**, très sollicités par les entreprises quels que soient les secteurs d'activité, les cabinets d'avocat, les cabinets d'expertise comptable, les organisations syndicales et patronales, les organismes de sécurité sociale, France Travail etc. Cette formation peut être suivie en **formation continue, initiale** ou **en alternance** (uniquement en master 2).

Le master Droit social propose un approfondissement et une **maîtrise des matières du droit social, dans toutes ses dimensions** (relations individuelles et collectives de travail, droit de la protection sociale).

Les **enseignements à la fois théoriques et pratiques** sont assurés pour moitié par des enseignants-chercheurs et pour moitié par des professionnels (avocats spécialisés en droit social, magistrats, directeur des ressources humaines etc.).

COMPÉTENCES VISÉES

› **Compétences techniques** : maîtriser la technique de l'analyse juridique à partir d'un dossier et être capable de proposer des solutions juridiques adaptées ; être en capacité de rédiger des documents contractuels et des conclusions juridiques ; savoir conseiller les acteurs ; maîtriser le procès en matière sociale.

› **Compétences professionnelles** : savoir animer des réunions et négocier avec les acteurs habilités ; être capable d'assurer une veille juridique par l'utilisation des bases de données juridiques.

CHIFFRES CLÉS

15	étudiants par promotion
10	intervenants professionnels
2 à 6	mois de stage

Équipe expérimentée et engagée	Pédagogie diversifiée et professionnalisante	Environnement scientifique et professionnel stimulant	Alternance
<p>Le master Droit social répond à une forte demande, à la fois des étudiants souhaitant se spécialiser dans le droit social et des praticiens à la recherche de profils expérimentés.</p> <p>Il s'appuie sur une équipe pédagogique composée d'enseignants-chercheurs en droit privé mais aussi de praticiens spécialisés, dont le domaine de compétence concerne un ou plusieurs aspects du droit social. L'équipe pédagogique comprend des universitaires spécialisés en droit social et de nombreux professionnels : avocats de salariés et d'employeurs, directeur des ressources humaines, juriste d'entreprise, magistrats (conseillers prud'hommes, conseillers de Cour d'Appel) etc.</p>	<p>Afin de permettre aux étudiantes et étudiants de disposer de toutes les clés d'analyse du droit social, lequel comprend le droit du travail et le droit de la protection sociale, la formation repose sur l'association systématique d'un enseignement pratique et d'un enseignement théorique.</p> <p>Une place privilégiée est donnée aux enjeux contemporains du droit social (requalification du contrat de travail, place du numérique, essor de la négociation collective, clauses du contrat de travail etc.), lesquels sont complétés par l'étude de dossiers instruits par les professionnels.</p> <p>Cette pédagogie interactive permet une mise en situation professionnelle, comme le stage (facultatif en M1, obligatoire en M2).</p>	<p>Adossé au Centre de recherches Juridiques (CRJ) de la Faculté de droit de Grenoble, le master Droit social offre une initiation progressive et à la recherche, grâce à des ateliers de construction de dossiers et à la rédaction d'un rapport de stage et d'un mémoire. Les étudiantes et étudiants bénéficient également des conseils et du réseau des nombreux professionnels qui interviennent en tant qu'enseignants ou en tant que conférenciers (avocats spécialisés, DRH, Rotary club de Grenoble, juristes d'entreprise...).</p>	<p>En master 2, les étudiantes et étudiants peuvent choisir de suivre la formation en alternance (contrat d'apprentissage).</p> <p>Celle-ci offre une forte probabilité d'insertion professionnelle aux étudiantes et étudiants qui perçoivent, en plus, une rémunération non négligeable.</p>

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Relations contractuelles et droit social

Droit du travail - relations collectives (24h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 2 - Fiscalité, comptabilité et patrimoine de l'entreprise

Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)
Droit du paiement et du crédit (24h CM)
Comptabilité (24h CM)
Droit patrimonial de l'entrepreneur (18h CM)

Semestre 2

UE 1 - Droit social et protection sociale

Droit du travail - relations individuelles (24h CM / 13h30 TD)
Droit de la sécurité sociale (18h CM)

UE 2 - Structures, fiscalité et risques de l'entreprise

Droit des suretés (32h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM / 13h30 TD)
Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM)
Droit des sociétés (32h CM)

UE 3 - Matières complémentaires

Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Ingénierie du contrat de travail

Recrutement, choix des contrats de travail (12h CM)
Rédaction et contenu du contrat de travail (12h CM)
Exécution et rupture du contrat (24h CM)

UE 2 - Conditions de travail et santé au travail

Réglementation des conditions de travail (18h CM)
Protection sociale (30 h CM)

UE 3 - Environnement juridique de la relation de travail

Techniques des contrats d'affaires I (12h CM)

UE 4 - Management stratégique des ressources humaines

(24h CM)

UE 5 - Professionnalisation

Séminaire de méthodologie à la recherche (I) (2h CM)

Semestre 4

UE 1 - Pratique des relations collectives

Pratique des institutions représentatives du personnel (18h CM)
Négociation et application des accords collectifs (18h CM)

UE 2 - Contentieux social et risques pour l'entreprise

Pratique du contentieux du contrat de travail (18h CM)
Restructurations des entreprises en difficulté (12h CM)

UE 3 - Professionnalisation

Anglais juridique appliqué (27h CM)
Séminaire de méthodologie à la recherche (II) (4h CM)
Stage et rapport de stage
Mémoire

UE 4 - Séminaires transversaux

Pratiques professionnelles (8h CM)
Travail et numérique (10h CM)
Histoire du droit du travail (8h CM)
Grand oral

ORGANISATION DES ENSEIGNEMENTS

La formation académique se déroule du mois de septembre à la mi-avril, à raison de **2 jours de cours par semaine** (les jeudi et vendredi). Les 3 jours restants (du lundi au mercredi) peuvent être consacrés au **travail personnel**, aux **projets**, aux **stages** ou à l'**alternance**.

CONDITIONS D'ACCÈS

Le recrutement s'effectue sur **dossier** et éventuellement sur **entretien de sélection devant un jury** composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels. La décision du jury se fonde sur **la qualité du cursus universitaire antérieur de la candidate ou du candidat** (une attention particulière est portée sur une bonne maîtrise de la langue anglaise); **les expériences professionnelles et associatives** ; **les stages** ; **la clarté et la pertinence du projet professionnel** ; et **la prestation orale** lors de l'entretien de sélection.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- › Directeur/responsable des ressources humaines
- › Juriste spécialisé en droit social au sein des services RH
- › Avocat spécialisé en droit social
- › Juriste au sein du pôle social dans les cabinets d'expertise comptable
- › Juriste dans une organisation professionnelle syndicale ou patronale
- › Agent de contrôle de l'inspection du travail (Inspecteur du travail)
- › Cadre dans un organisme de sécurité sociale (après concours EN3S).

CONTACTS

Responsables pédagogiques :

Mme Nathalie BARUCHEL, Maître de conférences en droit privé

Mme Marielle PICQ, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :

droit-master-social@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 28

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : droit.univ-grenoble-alpes.fr

MASTER DROIT DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET DE LA GESTION DE PATRIMOINE

► MENTION DROIT DES AFFAIRES

 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale, continue ou en alternance

► OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Droit des activités bancaires et de la gestion de patrimoine est destiné à des étudiants titulaires d'une licence en droit souhaitant acquérir ou approfondir des connaissances essentiellement juridiques dans les secteurs de la **banque**, de la **finance** et de la **gestion patrimoniale**.

En **1^{ère} année**, le master comprend des **enseignements académiques** organisés autour de **matières fondamentales** : droit bancaire, droit patrimonial, droit fiscal et droit des assurances. D'autres matières permettent aux étudiants de développer leur connaissance des règles régissant l'activité économique et financière. En **2^{ème} année**, les principales matières abordées font l'objet d'un approfondissement avec une **approche concrète** destinée à favoriser l'**insertion professionnelle**. Les enseignements sont par ailleurs complétés par d'autres, tels que le droit pénal bancaire, la régulation des marchés financiers, l'analyse financière, le diagnostic d'entreprise, la gestion immobilière et le règlement des litiges civils et commerciaux.

Les étudiants suivent en **1^{ère} année** un **stage facultatif** en lien avec les enseignements dispensés. La **2^{ème} année** peut être réalisée en **alternance** à travers un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation. Les étudiants non alternants effectuent, quant à eux, un stage qui est alors obligatoire.

Les compétences procurées par la formation permettent aux étudiants de s'orienter vers les **fonctions à dominante juridique au sein de banques** (juriste de banque, *compliance officer*), de cabinets d'avocats spécialisés (juriste), **de cabinets de gestion de patrimoine** (gestionnaire de patrimoine, gestionnaire locatif), **ou au sein d'autres entreprises privées ou publiques** (juriste/gestionnaire patrimonial dans des cabinets d'expertise comptable, des études de notaires...). Les étudiants peuvent également s'orienter vers la **profession d'avocat**. Pour quelques-uns, la formation peut éventuellement déboucher sur les **métiers de la recherche**.

Équipe pédagogique

Le master Droit des activités bancaires et de la gestion de patrimoine s'appuie sur une équipe pédagogique composée d'**enseignants-chercheurs en droit privé** mais aussi de **praticiens spécialisés**. Elle comprend des universitaires spécialisés, notamment, en **droit bancaire** et en **droit patrimonial**. Elle est complétée par des **professionnels spécialistes du milieu bancaire et de la gestion de patrimoine**.

Alternance

En master 2, les étudiantes et étudiants peuvent choisir de suivre la formation en **alternance** (contrat d'apprentissage). Celle-ci offre une **forte probabilité d'insertion professionnelle** aux étudiantes et étudiants qui perçoivent, en plus, une **rémunération non négligeable**.

Environnement scientifique

Adossé au **Centre de Recherches Juridiques** (CRJ) de la Faculté de droit de Grenoble, le master Droit des activités bancaires et de la gestion de patrimoine offre une **initiation progressive et à la recherche**, grâce à des **ateliers de construction de dossiers** et à la **rédaction d'un rapport de stage et d'un mémoire**.

Les étudiantes et étudiants bénéficient également des conseils et du **réseau des nombreux professionnels** qui interviennent en tant qu'enseignants ou conférenciers.

► PROGRAMME DE LA FORMATION (Programme prévisionnel de l'année universitaire 2026-2027)

1^{ère} année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - Matières juridiques fondamentales

Droit fiscal - résultats de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)
Droit patrimonial de l'entrepreneur (18h CM)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires

Droit du paiement et du crédit (24h CM / 13h30 TD)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

UE 3 - Matières juridiques de spécialisation

Droit des assurances (24h CM)
Comptabilité (24h CM)

Semestre 2

UE 1 - Matières juridiques fondamentales

Droit fiscal - patrimoine de l'entreprise (32h CM / 13h30 TD)
Droit des sûretés (32h CM)

UE 2 - Matières juridiques complémentaires

Droit des sociétés (32h CM / 13h30 TD)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)

UE 3 - Matières juridiques de spécialisation

Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)
Droit du commerce international (24h CM)
Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2^{ème} année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Activités bancaires et marchés financiers

Droit approfondi du paiement et du crédit (24h CM)
Droit de la régulation bancaire et financière (24h CM)
Économie des marchés financiers (24h CM)
Droit pénal des activités bancaires (24h CM)

UE 2 - Stratégies juridiques et fiscales de gestion du patrimoine

Droit patrimonial de la famille (24h CM)
Droit patrimonial de l'entreprise (24h CM)
Droit de la gestion immobilière (24h CM)
Gestion du patrimoine dans un environnement international (12h CM)
Fiscalité du patrimoine privé (18h CM)
Gestion de portefeuille (18h CM)

UE 3 - Professionnalisation

Méthodologie de la recherche (2h CM)

Semestre 4

UE 1 - Outils de base de l'analyse financière et du diagnostic d'entreprise

Analyse financière (24h CM)
Approche bancaire du diagnostic d'entreprise (24h CM)

UE 2 - Gestion juridique des risques clients

Prévention des risques (24h CM)
Gestion des situations d'insolvabilité (24h CM)
Procédures de règlement des litiges (24h CM)

UE 3 - Professionnalisation

Anglais juridique (24h CM)
Conférences de professionnels (8h CM)
Stage et rapport de stage
Mémoire

► CONDITIONS D'ACCÈS

Le recrutement s'effectue sur **dossier** et éventuellement sur **entretien de sélection** devant un jury composé d'enseignants-chercheurs et de professionnels.

La décision du jury se fonde sur la qualité du **curriculum universitaire** antérieur de la candidate ou du candidat (une attention particulière est portée sur une bonne maîtrise de la langue anglaise) ; les **expériences professionnelles et associatives** ; les **stages** ; la clarté et la pertinence du **projet professionnel** ; et la **prestation orale** lors de l'entretien de sélection.

► DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

- **Conseiller patrimonial en banque ou au sein d'autres établissements comme un office notarial ou un cabinet indépendant en gestion de patrimoine**
- **Juriste spécialisé au sein d'une banque ou d'autres entreprises privées ou publiques**
- **Avocat spécialisé en droit bancaire**
- **Métiers de l'enseignement et de la recherche**

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Stéphane ZINTY, Maître de conférences en droit privé

Scolarité du master :

droit-master-DBOP@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 32 28

+ D'INFOS


Informations et candidatures sur notre site : **droit.univ-grenoble-alpes.fr**


Page LinkedIn du master :





MASTER PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET DROIT DES NOUVELLES TECHNOLOGIES


MENTION DROIT DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

 Recrutement niveau Bac+3 (sur dossier)

 Diplôme niveau Bac + 5

 Site de Grenoble (ouverture possible à l'international)

 Capacité d'accueil limitée

 Formation initiale ou continue

OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

Le master Propriété intellectuelle et droit des nouvelles technologies s'adresse aux étudiants ayant démontré leur intérêt pour ces matières (tant par leur parcours personnel que par leurs connaissances et recherches propres). À l'issue de la L3, il s'agit de disposer des connaissances solides en droit civil et en droit des affaires, connaissances qui vont être approfondies en master 1, avec l'enseignement des **fondamentaux du droit de la propriété intellectuelle et du numérique, du droit du marché et des techniques contractuelles**. Les étudiants vont ensuite se perfectionner en master 2, grâce à des **cours théoriques et des séminaires professionnels**, parfois assurés en anglais, tout en testant les connaissances acquises lors d'un **stage en entreprise** et en rédigeant un **mémoire de recherche**.

Ce master forme des **juristes de haut niveau dans cette spécialité très demandée** en raison de l'expansion de l'Internet et des réseaux, de l'essor des industries culturelles (audiovisuel, édition...), du recours intensif aux signes distinctifs (marques, noms de domaine et appellations protégées), de l'accent mis sur l'innovation (logiciels, méthodes commerciales, médicaments et biotechnologies en général). D'un point de vue plus académique, l'objectif de cette formation est aussi de **former à la recherche** des étudiants intéressés par un doctorat.

ATOUTS DE LA FORMATION

Équipe pédagogique	Environnement scientifique	Insertion professionnelle
<p>L'un des principaux atouts réside dans la qualité de l'équipe pédagogique, associant depuis toujours des universitaires et des professionnels reconnus :</p> <p>› Universitaires : J.-M. BRUGUIÈRE (Pr), A.-C. CHIARINY (Mcf), A. DELMOTTE (Mcf), S. DESTOURS (Mcf et avocat), V. FAUCHERAND (Mcf), A. FAVREAU (Mcf), A.-E. KAHN (Mcf), E. TERRIER (Mcf), P. TREFIGNY (Pr), M. TROMMETTER (DR CNRS), E. VERGÈS (Pr), F. VIANGALLI (Mcf) et Ph. YOLKA (Pr)...</p> <p>› Professionnels : Me G. ARBAND, Me F. BERTHAULT, A. BANCK (CNIL), Me Ph. BONNET, Y. BRUSSETTI (INPI Grenoble), Me J. CURTO, Th. DELBOUSCAS (Oracle), Me A. GOLVET, Me A. FOURLON, Me T. LANGE, J.-C. MASSON (Hermès), Me J.-P. STOULS, Me Fr. TORT, Me E. VARLOUD, G. ROUSSEAU (CPI) et F. DURIEUX (CPI)...</p>	<p>La formation s'appuie sur un groupe de recherche en propriété intellectuelle, le CUERPI, l'un des premiers en ce domaine, connu de tous les spécialistes et professionnels de la propriété intellectuelle. Il organise chaque année des colloques sur les avancées du droit de la propriété intellectuelle et des technologies nouvelles, moments de rencontres et d'échanges pour les étudiants. Ces colloques permettent d'associer à la présentation du droit positif le droit prospectif et de réfléchir aux réformes souhaitables, aux équilibres à réinventer, etc. Les intervenants appartiennent au monde scientifique et professionnel français, européen et international.</p>	<p>Associant des enseignants et des praticiens renommés, les étudiants maîtrisent les règles fondamentales et peuvent les mettre en pratique lors de séminaires professionnels. La qualité de la formation a été relevée au terme de plusieurs évaluations, l'HCERES lui ayant attribué, à plusieurs reprises, la note la plus élevée, A+ (2010 et 2015), retenant, parmi les principaux points forts : une formation bien ancrée dans un domaine porteur, appuyée sur une recherche exemplaire ; une insertion professionnelle des diplômés excellente ; de nombreux partenariats avec le monde socio-économique (2019-2020, Rapport HCERES, p.101).</p> <p>Afin de participer à une meilleure spécialisation des étudiants, le volume horaire dédié au droit du marché a été augmenté et un cours de droit du numérique a été ajouté dès le M1.</p>

PROGRAMME DE LA FORMATION

1ère année (master 1)

Semestre 1

UE 1 - La protection de l'activité

Aspects fondamentaux de la propriété industrielle (32h CM / 13h30 TD)
Aspects fondamentaux de la propriété littéraire et artistique (32h CM / 13h30 TD)

UE 2 - La valorisation de l'activité

Droit international privé (32h CM)
Droit des contrats civils et commerciaux (32h CM)

Semestre 2

UE 1 - Les outils de l'activité

Droit des sociétés (32h CM / 13h30 TD)
Droit du travail - relations individuelles (24h CM)
Droit des suretés (32h CM)
Droit des entreprises en difficulté (24h CM)

UE 2 - Les territoires de l'activité

Droit des activités numériques (18h CM / 6h TD)
Droit du commerce international (24h CM)
Droit du marché - concurrence, distribution et consommation (32h CM)

UE 3 - La légalité de l'activité

Droit pénal spécial des biens et des affaires (32h CM)

UE 4 - Matières d'ouverture

Anglais juridique (27h TD)
Professionnalisation (18h CM)

2ème année (master 2)

Semestre 3

UE 1 - Aspects fondamentaux et économie de la propriété intellectuelle

Aspects fondamentaux de la propriété intellectuelle (12h CM)
Économie de la propriété intellectuelle (12h CM)

UE 2 - Propriété industrielle

Droit des brevets et des obtentions végétales (24h CM)
Droit des marques (24h CM)
Droit des dessins et modèles (12h CM)

UE 3 - Propriété littéraire artistique

Droit d'auteur (24h CM)
Droits voisins (12h CM)

UE 4 - Droit de l'immatériel

Droit pénal de l'immatériel (12h CM)
Droit public de l'immatériel (12h CM)

UE 5 - Professionnalisation

Séminaire de méthodologie à la recherche (I) (2h CM)

Semestre 4

UE 1 - Droit de l'informatique et de l'internet

Droit de l'économie numérique (24h CM)
Droit des contrats informatiques (12h CM)

UE 2 - Propriété intellectuelle et technique contractuelle

Propriété intellectuelle et technique contractuelle (24h CM)

UE 3 - Environnement international et droits périphériques de la PI

Droit européen international de la PI (6h CM)
Droit international privé de la propriété intellectuelle (6h CM)
Droit du marché - concurrence et distribution (12h CM)

UE 4 - Professionnalisation et recherche

Séminaire de méthodologie à la recherche (II) (4h CM)
Anglais pour la PI (24h CM)
Stage
Mémoire
Note de synthèse
Grand oral

CONDITIONS D'ACCÈS

Le master est accessible aux étudiants titulaires d'une **licence française en droit** (ou diplôme équivalent). Les critères de sélection reposent notamment sur la **qualité des résultats obtenus sur le cursus L1 à L3** (le droit civil, le droit des affaires notamment) et la **maîtrise de l'anglais**. Une attention particulière est accordée à la **pratique de la propriété intellectuelle** (stage, mémoire). Les meilleurs dossiers sont sélectionnés directement par les responsables de la mention, d'autres le sont parfois à l'issue d'une audition.

DÉBOUCHÉS PROFESSIONNELS

Ce master donne une formation de haut niveau préparant aux professions suivantes :

- › **Avocat spécialisé en propriété intellectuelle**
- › **Juriste d'entreprise** (service P.I. de grandes entreprises et start-up)
- › **Conseil en Propriété Industrielle**
- › **Fonctionnaire d'organismes liés à la propriété intellectuelle**, nationaux (INPI, INAO, INA...) ou internationaux (OMPI, OEB, EUIPO...)

La répartition professionnelle des étudiants se présente généralement de la manière suivante : **un tiers avocat PI, un tiers CPI, un tiers juriste d'entreprise PI**.

Les étudiants sortant du master peuvent poursuivre leurs études en **doctorat**.

CONTACTS

Responsable pédagogique :

M. Jean-Michel BRUGUIÈRE, Professeur de droit privé

Scolarité du master :

droit-master-PI@univ-grenoble-alpes.fr
04 76 74 33 16

+ D'INFOS

Informations et candidatures sur notre site : droit.univ-grenoble-alpes.fr

Adresse postale :

Faculté de droit de Grenoble
CS 40 700
38058 Grenoble cedex 9

Adresse physique :

Domaine Universitaire
1133 rue des résidences
38400 Saint-Martin-d'Hères

Téléphone :

04 76 74 32 00

Courriel :

droit-accueil@univ-grenoble-alpes.fr

droit.univ-grenoble-alpes.fr

Suivez nous sur    



La Faculté de droit de Grenoble est une composante de l'Université Grenoble Alpes

Réalisation : Faculté de droit de Grenoble / Crédits photos : Adobe stock, Shutterstock / Impression : Coquand Imprimeur / MAJ : décembre 2025.

Ce document est non contractuel. Les programmes des formations peuvent être modifiés.

Ne pas jeter sur la voie publique.